

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Sommaire

Editorial	P. 2
Continuez à agir contre l'EPR	P. 3
Garde à vue : l'indignation	P. 4
Tribune Libre Cherbourg	P. 7
Bure : une loi pour enfouir	P. 12
Tchernobyl : tournée ukrainienne	P. 14
Ginette et Roger contre la privatisation	P. 16
Santé : quels effets des faibles doses de radioactivité ?	P. 18
Un bain de soleil : le solaire thermique	P. 19
Construisez écologique : toutes les pistes	P. 22
Le déclin du nucléaire	P. 27
Rapport IEER : une sortie en 30-40 ans	P. 28
L'Iran, la bombe	P. 30
Gorbachev : Tchernobyl, un tournant de l'histoire	P. 32
Interview d'un intérimaire du nucléaire	P. 34
EPR : Le dessous des cartes	P. 37
Diminuez votre facture EDF de moitié	P. 40
Changement climatique : des solutions	P. 41
A lire : bientôt un Tchernobyl en France ?	P. 42
Rencontre internationale antinucléaire d'été	P. 44

Hommage à Claude Piéplu

Nous dédions cette revue à Claude Piéplu, décédé le 24 mai 2006, comédien, célèbre voix des Shadoks, il apportait son



soutien au Réseau "Sortir du nucléaire". Nous présentons à sa famille nos sincères condoléances.

Editorial : La victoire est possible à nous de la vouloir !

Vingt ans après Tchernobyl, 30 000 manifestants à Tchernobourg [Cherbourg], près de Flamanbyl [Flamanville], contre le projet de réacteur nucléaire EPR en Normandie et de couloirs de lignes THT vers les Pays de la Loire !

De l'avis général, malgré un temps exécrable, une vraie réussite, colorée, imaginative, due à la mobilisation et au dépassement unitaire des associations, groupes politiques, syndicats, adhérents individuels du Collectif régional "L'EPR, non merci, ni ailleurs, ni ici" et du Réseau "Sortir du nucléaire" qui ont su travailler ensemble pour un même objectif. Merci à toutes et à tous !

Mais... le Conseil d'Administration d'EDF a annoncé le 3 mai la poursuite du projet et le 15 mai, le Premier ministre annonçait que l'enquête publique serait lancée avant l'été. Elle se tiendra du 15 juin au 31 juillet. Le 16 mai, Stéphane Lhomme, permanent du Réseau "Sortir du nucléaire" chargé des relations extérieures, était mis en garde à vue pour détention d'un document confidentiel défense sur l'EPR... qui avait été révélé par la presse nationale dès novembre 2003 ! Le rouleau compresseur du lobby nucléaire est à l'œuvre...

Ainsi, ils veulent accélérer la mise à l'enquête publique de l'EPR, obtenir les décrets d'autorisation si possible avant le printemps 2007 et les élections présidentielles et législatives, commencer les travaux nucléaires dans la foulée, jouer le fait accompli, passer en force. Et tenter de bâillonner les opposants...

Nous sommes à la croisée des chemins :

- ▶ ou la politique énergétique du pays va être réorientée vers les économies d'énergie, la maîtrise de l'énergie, les renouvelables, la cogénération ;
- ▶ ou le capitalisme d'État nucléaire français, sous l'emprise d'AREVA va non seulement se renforcer par la relance de l'électronucléaire ici et son expansionnisme dans le

monde, par la construction d'une nouvelle usine d'enrichissement de l'uranium, par l'extension de MELOX à Marcoule mais aussi conforter la filière du plutonium et du retraitement, en difficulté à La Hague, construire ITER à Cadarache, enfouir les déchets à Bure, sans oublier le nucléaire militaire.

Les enjeux actuels sont majeurs

Il ne suffit pas de marquer notre opposition à travers sondages, études et expertises nécessaires et en continuant de faire signer



massivement la pétition contre l'EPR*. Il faut aussi la montrer sur les terrains des THT et lors de l'enquête publique, nous rassembler en nombre (lire ci-dessous). N'abandonnons

jamais une bataille, même quand elle semble scellée par le vote d'une loi. A Bure cet été, continuons de combattre l'enfouissement des déchets radioactifs sur son propre terrain.

Prenons des initiatives, soyons imaginatifs. C'est de notre fermeté sur les objectifs que dépendront nos chances de victoire.

Une victoire sur l'EPR marquerait le début d'une dynamique alternative : elle est encore possible.

Didier ANGER

Administrateur du Réseau "Sortir du nucléaire"

(*) Pétition ci-jointe et à télécharger sur le site : www.stop-epr.org

Du 15 juin au 31 juillet : agissez pendant l'enquête publique sur l'EPR

- ▶ Remettez le document confidentiel défense (téléchargeable sur : www.sortirdunucleaire.fr) à votre député, maire ou préfet (pour en savoir plus, lire en page 6).
- ▶ Pendant toute la durée de l'enquête publique: participez aux actions de protestation organisées devant plusieurs mairies de la Manche où aura lieu l'enquête publique (Flamanville, Les Pieux...)
- ▶ Le samedi 29 juillet à 14 h : deux jours avant la fin de l'enquête publique, un rassemblement

régional est organisé devant la Préfecture de St Lô (Manche) pour déposer les premières pétitions contre l'EPR. Il faudra être nombreux.

De nombreuses autres actions originales auront lieu pendant cette période dans la Manche, la Mayenne et l'Ille-et-Vilaine.

Pour en savoir plus :
Mail : paulette.anger@wanadoo.fr
Tel. 02 33 52 45 59
www.sortirdunucleaire.fr

Trois moyens pour continuer à agir après le succès du rassemblement de **Cherbourg**

1- Signez et faites signer l'Appel international ci-joint contre le réacteur nucléaire EPR

2- Continuez à participer à la campagne de blocage administratif d'EDF

Initiée en octobre 2004 par le Réseau Sortir du nucléaire, la campagne nationale "le réacteur nucléaire EPR ne passera pas" d'EDF contre le réacteur nucléaire EPR se poursuit. En juin 2006, plus de 5000 personnes se sont engagées à y participer, et l'action continue à prendre de l'ampleur : elle doit s'inscrire dans la durée tant qu'EDF n'aura pas renoncé à l'EPR.

L'immense majorité des participants ne rencontrent aucune difficulté même si notre campagne a semé la pagaille dans quelques agences. Au niveau d'EDF, par contre, ces paiements fractionnés de plus en plus nombreux compliquent non seulement l'encaissement des chèques mais surtout, en comptabilité, le rapprochement bancaire qui doit être un vrai casse-tête.

Coincidence ou non, depuis quelques mois les agences EDF multiplient les démarches pour convaincre leurs clients de choisir le prélèvement automatique. Il arrive même que certaines agences prétendent que le paiement par prélèvement est devenu obligatoire, notamment après un déménagement. Sachez que cette exigence est parfaitement illégale. Si cela vous arrive, nous pouvons vous fournir une lettre-type à envoyer à votre agence pour faire rétablir vos droits.

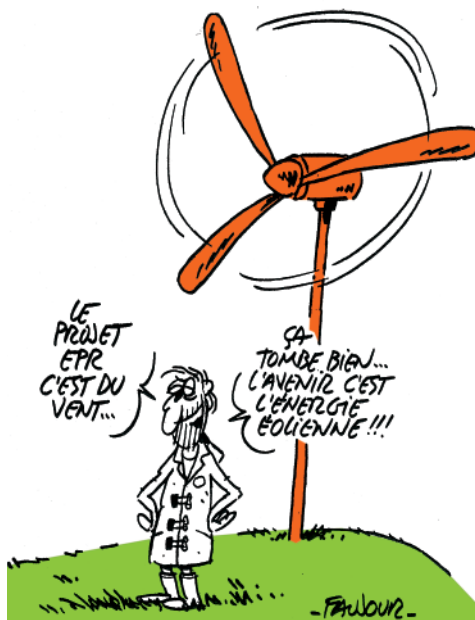
Les courriers envoyés via le centre de paiement (en utilisant l'enveloppe fournie par EDF) restent généralement sans réponse. Pour accentuer la pression, nous vous proposons d'envoyer votre paiement à votre agence locale EDF. Cela les obligera à un traitement manuel et une retransmission de votre courrier vers le service approprié. De plus, d'après la Charte EDF, votre agence a l'obligation de répondre à toute question de votre part... sous peine de devoir vous payer une indemnité pour non réponse.

Cette campagne innovante plait beaucoup et permet à de nombreuses personnes d'être informées et d'agir de façon originale : nous avons atteint le nombre de 300 000 documents diffusés, et un tirage actualisé vient d'avoir lieu. Une telle ampleur, pour une campagne du Réseau "Sortir du nucléaire", est absolument sans précédent. Cette campagne vous permet de continuer à manifester votre opposition au projet EPR après le rassemblement de Cherbourg.

Les documents restent à votre disposition gratuitement, en petite quantité ou en quantité importante, sur simple demande par mail : contact@sortirdunucleaire.fr ou par téléphone au 04 78 28 29 22.

Merci pour votre participation !

3- Diffusez largement l'étude sur les alternatives au réacteur EPR "Un courant alternatif pour le Grand Ouest"



"Avec les 3 milliards d'euros prévus pour le prototype de réacteur nucléaire EPR, que pourrait-on faire dans la région "Grand Ouest" de la France, dans le domaine de la maîtrise de la demande d'énergie et des énergies renouvelables, et pour l'emploi?"

Alors qu'un sondage de la Commission Européenne de janvier 2006 révèle que seuls 8 % des Français souhaitent voir développer l'utilisation de l'énergie nucléaire, cette question devrait être au cœur des débats. Pourtant, la décision de construire un réacteur EPR prépare la relance du nucléaire sans qu'aucune alternative n'ait jamais été sérieusement envisagée.

Et si l'on se donnait les moyens de soutenir le développement d'autres formes d'énergie ?

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a chargé les experts du bureau d'étude "Les 7 Vents du Cotentin" de se pencher sur cette question.

Les résultats de leur étude montrent clairement qu'une alternative est possible. Avec 3 milliards d'euros, au lieu de construire un EPR, on pourrait pourvoir aux mêmes besoins énergétiques, développer des sources d'énergie locales, respectueuses de l'environnement, et créer des emplois au moins 15 fois plus nombreux et mieux répartis sur l'ensemble du territoire.

Cette alternative, par le biais de propositions concrètes, incite chaque personne, chaque collectivité territoriale à devenir un acteur de la politique énergétique, pour le respect des générations futures.

Une synthèse de cette étude a été réalisée sous forme de brochure grand public, qui accompagne ce numéro de notre revue.

Nous vous proposons de diffuser largement ce document autour de vous pour faire connaître l'existence d'alternatives positives au projet EPR.

Vous pouvez vous procurer le document complet de l'étude ou sa synthèse :

► En les téléchargeant sur notre site www.sortirdunucleaire.fr

► En les commandant auprès du Réseau "Sortir du nucléaire". Prix port compris :

- Brochure grand public (16 pages couleur) : 2,5 €. Les 5 : 6 €. Les 10 : 10 €.

- Etude complète : 12 €

Merci d'avance.

Perquisition et garde à vue : qui veut faire taire ? le Réseau "Sortir du nucléaire" ■

Le 16 mai 2006 à 8 h, une vingtaine de personnes de la Direction de la surveillance du territoire (DST) et de la police ont mené une perquisition pendant 5 heures dans l'appartement de Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire". Ses ordinateurs et son téléphone portable ont été saisis et les policiers ont réalisés 42 scellés !

Stupéfaction et indignation

A la suite de cette perquisition, Stéphane Lhomme a été placé en garde à vue au Commissariat de Bordeaux pendant 9 heures supplémentaires. Spontanément, une centaine de militants se sont regroupés devant le commissariat pour manifester leur indignation. Dans le même temps, les répercussions médiatiques ont été importantes.

Stéphane est soupçonné de détenir un document confidentiel défense qui démontre la vulnérabilité du réacteur nucléaire EPR en cas de crash suicide d'un avion de ligne. L'affaire est entre les mains de la section anti-terroriste du Parquet de Paris ! Cette affaire démontre une fois de plus toute l'opacité et la censure concernant le nucléaire.

L'information concernant ce document avait été révélée par le Réseau dès la fin 2003 et avait déjà été largement évoquée dans la presse. A l'époque, le député UMP Patrick Ollier avait demandé qu'une enquête soit diligentée pour tenter de trouver l'auteur de cette fuite. Lors du débat public sur l'EPR qui s'est terminé début avril 2006, la CPDP (Commission particulière du débat public) avait, pour sa part, censuré un passage de la contribution écrite du Réseau "Sortir du nucléaire" faisant état de ce document confidentiel défense.

Nous assistons actuellement à un véritable passage en force du lobby nucléaire qui tente, par tous les moyens, d'imposer la relance du nucléaire en France avec la construction d'un nouveau réacteur nucléaire EPR. Le 15 mai 2006 (soit la veille de la garde à vue), le Premier ministre Dominique de Villepin avait annoncé que l'enquête publique sur la construction par EDF du réacteur EPR serait lancée "avant l'été". Après le succès du rassemblement de Cherbourg contre l'EPR le 15 avril 2006 qui a rassemblé 30 000 personnes, le gouvernement tente, par tous les moyens, de museler les opposants. Tout est mis en œuvre pour accélérer le calendrier et rendre inéluctable la construction de l'EPR avant les prochaines élections présidentielles et législatives de 2007.

Contre cette censure et pour manifester leur solidarité, de nombreuses organisations (Greenpeace, Confédération paysanne, Les Verts...), des hommes et femmes politiques (députés, sénateurs...) ont

publié, dès le lendemain de la garde à vue, l'intégralité du document confidentiel défense sur leur site internet. A ce titre, ils encourent 75 000 euros d'amende et 5 ans de prison.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" s'élève pour que cessent les attaques contre le droit à l'information des citoyens dans notre pays et la répression des opposants.

Extrait du document confidentiel défense :

"Il est sans doute assez difficile pour un pilote non chevronné de viser très précisément une zone sensible. Un impact en vol horizontal stabilisé supposerait un vol en très basse altitude (moins de 50 m) à peu près impossible à envisager, sauf peut-être pour certains sites en bord de mer".

Autrement dit, si EDF insiste sur la difficulté d'un crash suicide, il ne l'exclut nullement si la centrale se situe en bord de mer. Or, le premier site choisi pour la construction du réacteur EPR est justement à Flamanville... en bord de mer sur les côtes de la Manche...

Des réactions après la garde à vue

Ligue des droits de l'Homme :

Au moment où, pour faire diversion dans la pitoyable affaire Clearstream, une partie du gouvernement tente de déstabiliser magistrats et journalistes par des menaces de poursuites pour violation d'un secret de Polichinelle, la Ligue des droits de l'Homme constate que les mêmes gouvernants répondent aux interrogations concernant la sécurité des citoyens face aux risques nucléaires par des poursuites pour "compromission du secret de la défense nationale", c'est-à-dire par la volonté d'empêcher un débat démocratique éclairé et de museler la liberté d'expression. Ainsi un militant non violent se retrouve-t-il devant la justice d'exception "antiterroriste" héritée de Charles Pasqua. Il serait donc plus répréhensible de porter à la connaissance du public un document qui concerne la sécurité de tous que de détourner les services de



Stéphane Lhomme

l'État et l'argent des contribuables au profit de règlements de compte interministériels sur fond d'ambitions électorales personnelles. La Ligue des droits de l'Homme voit dans les poursuites ordonnées contre Stéphane Lhomme un signe de plus de la régression des libertés qui accompagne une crise sociale, politique et institutionnelle sans cesse plus profonde.

Parti socialiste :

Le Parti socialiste constate que le document, dont la publication semble avoir motivé cette procédure, est connu de longue date et s'étonne donc de la coïncidence entre cette démonstration de force et les interrogations croissantes que suscite la décision de construire l'EPR. C'est d'autant plus troublant au lendemain de l'annonce par le Premier ministre du lancement de l'enquête publique avant l'été et au moment même où l'on prétend discuter d'un projet de loi sur la transparence nucléaire.

Ces procédés confirment malheureusement la volonté d'opacité du gouvernement en matière nucléaire, que nous avons dénoncée à maintes reprises, notamment lors de la publication de l'arrêt du 24 juillet 2003 classant "secret-défense" toute information relative aux matières nucléaires et lors de la présentation du projet de loi.

Le Parti socialiste condamne fermement cette régression de près de dix ans dans la marche vers plus de transparence en matière de nucléaire, indigne d'une grande démocratie comme la France.

Il s'inquiète de la tendance générale à une criminalisation de l'action syndicale et associative, ultime artifice d'un gouvernement définitivement fâché avec la démocratie et le dialogue social.

CAP 21 :

CAP 21, parti écologiste fondé par Corinne Lepage tient à exprimer sa plus vive indignation suite à l'arrestation du porte-parole du Réseau Sortir du Nucléaire. Cette arrestation est totalement démesurée et parfaitement inadmissible alors que dans le même temps on organise au plus haut sommet de l'Etat la fuite de documents et la manipulation de l'information pour servir des luttes fratricides de pouvoir.

A l'approche de l'enquête publique sur le projet de réacteur EPR dans des conditions peu propices à l'expression des citoyens, on peut s'interroger sur l'emploi de méthodes d'investigation qui relèvent de l'intimidation et du coup de force en direction des acteurs mobilisés contre l'EPR. CAP 21 tient à exprimer son soutien à Stéphane Lhomme et à affirmer sa détermination politique à exiger la transparence de l'information sur la sécurité de la filière nucléaire en France.

France Nature Environnement :

Rien à cette heure ne peut justifier cette garde à vue de Stéphane Lhomme et la perquisition de son domicile : l'infraction qui lui est reprochée (la publication d'une note sur la sécurité du futur réacteur nucléaire EPR) était connue de tous depuis de nombreux mois. En effet, à l'occasion du débat



public organisé l'année dernière par la Commission Nationale du Débat Public, les documents en cause avaient été largement diffusés à la presse dans le but d'informer les citoyens sur les risques que présente l'EPR (projet de nouveau réacteur nucléaire à Flamanville, dans la Manche).

L'association à laquelle appartient Stéphane Lhomme - association agréée par le Ministre de l'environnement - n'a fait que son devoir : informer le public des risques que représentent ce projet et l'industrie du nucléaire.

La vraie menace pour la sécurité de notre pays, ce n'est pas le militantisme écologiste : c'est le manque de transparence et le pouvoir d'influence de l'industrie nucléaire en France depuis 40 ans.

Les Verts :

Les Verts sont extrêmement choqués du placement en garde à vue de Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire". Ils réaffirment leur totale solidarité avec son combat. Le motif de sa garde à vue est à la fois invraisemblable et très significatif. Invraisemblable car le document classé dont il est question a été rendu largement public, et que c'est sa dissimulation qui est un scandale. Significatif car après une escroquerie de débat public sur l'EPR, le Premier ministre vient de demander au préfet de précipiter l'ouverture de l'enquête publique alors même que l'on refuse aux citoyens la connaissance de l'intégralité des risques que l'on va leur faire courir.

Ligue communiste révolutionnaire (LCR) :

Après quatorze heures de garde à vue, Stéphane Lhomme a été remis en liberté. Mais, il reste sous le coup d'une enquête et doit être convoqué par la DST et le Parquet de Paris. Nul doute que c'est le succès de la manifestation internationale de Cherbourg contre l'EPR, 30 000 personnes le 15 avril, qui déclenche les poursuites contre Stéphane Lhomme. La LCR proteste vigoureusement contre cette tentative d'intimidation à l'égard du porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire". En fait, le lobby nucléaire et le gouvernement veulent passer

en force en censurant toute possibilité d'information des citoyens, en criminalisant l'activité des anti-nucléaires. La LCR exige l'arrêt immédiat de toute poursuite contre Stéphane Lhomme, ainsi que l'abandon du projet EPR.

Paru dans Le Monde du 22 mai 2006 (Hervé Kempf) :

Un haut fonctionnaire et une chercheuse éminente de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) ont signé une lettre critiquant l'attitude du gouvernement à l'égard du "secret défense" relatif au projet de réacteur nucléaire EPR. Dans cette lettre publiée le 19 mai, une dizaine de

personnalités [...] jugent "regrettable" que "le pouvoir politique (...) ignore les conclusions d'un très sérieux groupe de travail mis en place par la Commission nationale du débat public, sur les obstacles à l'accès à l'information dans le domaine du nucléaire". Les signataires estiment que ce travail a démontré "la nécessité de pouvoir accéder aux documents d'expertise pour permettre une véritable démocratie participative en accord avec la Convention d'Aarhus, ratifiée par la France (...). Il ne suffit pas de ratifier des conventions ou de voter des lois pour que la transparence se fasse." La Convention d'Aarhus prévoit l'accès des citoyens à l'information en matière d'environnement.

Agissez contre la censure

Envoyez le document confidentiel défense à votre préfet, maire ou député

- 1- Téléchargez puis imprimez le document confidentiel défense : <http://www.sortirdunucleaire.org/>. Si vous ne pouvez pas le télécharger, envoyez-nous deux timbres à 0,53 euros pour que l'on vous fasse parvenir une copie du document par La Poste.
- 2- Envoyez ce document par courrier, fax, courriel ou remettez-le à votre député, maire ou préfet près de chez vous accompagné d'un message de ce type :

*"Monsieur,
Alors que se déroule l'enquête publique sur le réacteur nucléaire EPR jusqu'au 31 juillet, vous trouverez ci-joint un document confidentiel défense qui démontre la vulnérabilité de l'EPR en cas de crash suicide d'un avion de ligne. Je vous demande d'intervenir auprès du gouvernement pour qu'il abandonne ce projet coûteux, dangereux et inutile qui n'offre pas, à l'évidence, des garanties de sécurité suffisantes.
Je suis solidaire de Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire" dont l'appartement a été perquisitionné par la DST et qui a été mis en garde à vue le 16 mai 2006 pendant 14 heures par la section anti-terroriste du Parquet de Paris pour détention de ce document.*

Comme Stéphane Lhomme et des dizaines d'organisations et élus en France qui ont publié ce document sur leurs sites internet (Greenpeace, Réseau "Sortir du nucléaire", Criirad, Confédération Paysanne, LCR, Les Verts, plusieurs députés et sénateurs...), je sais que je suis passible de 75 000 euros d'amende et de 5 ans de prison pour détention et diffusion de ce document confidentiel défense.

Je m'élèverai pour que cessent les attaques contre le droit à l'information des citoyens dans notre pays et la répression des opposants.

J'exige l'arrêt immédiat de toute poursuite contre le porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire" et demande l'abandon du projet EPR.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de mes sincères salutations."

- 3- Informez les médias locaux de votre démarche (TV, presse, radios). Pensez à nous transmettre les articles qui paraîtront.

Exclusif : un expert décrypte le document EPR "confidentiel défense"

L'analyse de ce document (*), réalisée pour Greenpeace par John H. Large, un expert britannique en matière de sécurité nucléaire, révèle que les travaux d'EDF se fondent sur des allégations erronées sur un certain nombre de points cruciaux.

L'analyse révèle ainsi que pour évaluer les conséquences de l'impact d'un avion de ligne intentionnellement précipité sur un réacteur EPR, EDF se contente d'extrapoler à partir d'une étude d'impact sur la chute accidentelle d'un avion de chasse, plus petit et contenant beaucoup moins de carburant... Autre point tout aussi surprenant : pour estimer les conséquences radiologiques d'une attaque terroriste, EDF se fonde sur des évaluations réalisées à partir de scénarios d'accident élaborés avant les attentats du 11 septembre 2001.

"Finalement, je ne suis pas surpris des remous provoqués par la divulgation de ce document. Non pas parce qu'il révélerait des détails très sensibles sur la conception de l'EPR, ce qui n'est certainement

pas le cas, mais plutôt parce qu'il dévoile ce qui ressemble à un manque quasi total de préparation pour se prémunir d'une attaque terroriste, souligne l'expert britannique John H. Large. Et que penser du fait qu'EDF confesse ne pas se considérer comme responsable de la protection contre l'ensemble des actes terroristes imaginables, et affirme que c'est du seul ressort de l'Etat français."

Censure du débat public, refus d'informer, mépris des citoyens, mesures éculées d'intimidation des opposants... Greenpeace estime que ces méthodes éculées employées par l'Etat sont intolérables : EDF, Areva et le gouvernement français doivent maintenant s'expliquer et publier l'ensemble de la documentation relative à la sûreté de l'EPR.

() Analyse du document "Confidentiel Défense" d'EDF: "Démarche de dimensionnement des ouvrages EPR vis-à-vis du risque lié aux chutes d'avions civils" à télécharger sur le site : <http://www.greenpeace.fr/EPR/index.php>*



Cherbourg 2006 : un sacré succès !

Merci à toutes et à tous d'avoir participé au rassemblement des 14/15 avril qui fera date. Merci à celles ou ceux qui n'ont pas pu venir mais qui ont envoyé un soutien financier. Malgré les importantes dépenses (près de 172 000 euros), nous avons réussi à équilibrer les comptes grâce à votre générosité.

La couverture médiatique a été exceptionnelle et unanime pour saluer la réussite du rassemblement. Tous les journaux, radios et TV ont largement fait écho de cet événement (voir la revue de presse complète sur : www.stop-epr.org).

Quelques exemples de titres :

- ▶ Les antinucléaires manifestent en masse à Cherbourg (Le Monde)
- ▶ Prolifération réussie des antinucléaires à Cherbourg (Libération)
- ▶ Forte mobilisation des antinucléaires (Le Parisien – Aujourd'hui en France)
- ▶ Environ 30 000 antinucléaires défilent à Cherbourg contre l'EPR (Reuters)
- ▶ Importante mobilisation anti-nucléaire à Cherbourg, 20 ans après Tchernobyl (Agence France Presse)
- ▶ Les antinucléaires ont réussi leur démonstration de force (La Presse de la Manche)
- ▶ Un succès des antinucléaires dans le Cotentin (Ouest France)
- ▶ 30000 voix contre l'EPR à Cherbourg (La Maine)
- ▶ Grosse mobilisation antinucléaire à Cherbourg (Journal de Saône-et-Loire)
- ▶ Très forte mobilisation antinucléaire à Cherbourg (Ouest France)

Mais maintenant, à vous la parole

Voici quelques-uns des nombreux témoignages que nous avons reçus (qui sont tous répertoriés sur : www.stop-epr.org).

Félicitations !

Entre la manif et les 20 ans de Tchernobyl, la question nucléaire a eu une couverture médiatique (avec une large place pour la critique) comme on n'en avait pas eu depuis très longtemps. Et 30 000 personnes sur place, c'est un énorme succès. Il faut dire que je ne crois pas non plus me souvenir d'une manifestation aussi minutieusement organisée. Bravo.

Denis

Cherbourg, c'était super !

Juste 3 nuits de sommeil à récupérer (1 nuit et 1/2 A/R en car + 1 nuit fraîche sous la tente, "bercée" par les musiques amplifiées du village autogéré

voisin) et des trombes d'eau sur le dos. À tel point qu'à la fin de la manif j'ai passé 20mn en sous vêtements dans une laverie pour faire sécher tous mes vêtements; pour quelqu'un qui revendique la réduction de la consommation électrique, ça ne fait pas sérieux mais il faut savoir assumer ses contradictions!

En tous cas ça m'a permis de continuer la soirée sans retourner à la tente (où je me serais certainement effondrée) et de voir le spectacle "La diagonale de Tchernobyl" où j'ai passé la moitié du temps à pleurer...

Mais le bilan du week-end est totalement positif: l'ambiance était chaleureuse, les débats très intéressants, et le moral regonflé en repartant, malgré la mauvaise nouvelle de la loi sur l'enfouissement qui est à moitié passée.

C'était donc un succès et j'ose espérer que la réussite de cette manif aura des répercussions sur les décisions à venir et encouragera les indécis à bouger et à réagir.

Hélène D. (8 mai 2006)

Nucléaire, le réveil des antinucléaires



Plantu - Dessin paru en Une du Monde du 18 avril 2006



Une de Libération (15-16 avril 2006)

Ma toute première manif' !

Je suis venue toute seule, avec l'impression qu'on ne pouvait pas ne rien faire là-dessus. Bravo pour l'organisation, c'était impressionnant (mais freinez le service "pluie" la prochaine fois !). Je me sens motivée par cette lutte, quoique fort débutante en la matière, et prête à en faire plus...

Marie R. (2 mai 2006)

Que d'émotions !

Je prends enfin un moment pour remercier tous ceux (ils étaient près de 400) qui sont venus, trempés, jusqu'au Théâtre de la Butte d'Octeville et qui ont chaleureusement applaudi et encouragé l'équipe de "La diagonale de Tchernobyl" avant son départ pour l'Ukraine. C'est un beau souvenir. J'ai retrouvé la même chaleur que pour le Tour de France pour sortir du nucléaire en 2004. Ce n'est pas souvent que les spectateurs se lèvent pour applaudir Bruno qui mène avec la même honnêteté un travail de théâtre depuis 20 ans et depuis 1999 autour de "La supplication" de Svetlana Alexievitch.

Je profite de ce message pour vous donner des nouvelles d'Ukraine : une dépêche de l'AFP du 26 avril donne le ton de ce que fut la représentation devant la centrale le 25 avril dernier. Ce qu'ils ont ressenti est difficilement racontable. En tout cas, Véronique P. qui est rentrée hier m'a assurée que c'était pour elle une expérience attendue depuis longtemps et une émotion très forte pour toute l'équipe, si bien qu'elle en avait encore les larmes aux yeux en m'en parlant.

Merci encore au Réseau et à tous ceux qui soutiennent "La diagonale de Tchernobyl" dans cette aventure qui se poursuivra en France au cours de l'été.

Bien amicalement,

Nathalie Robin - Cie Brut de Béton (2 mai 2006)

Une énergie multipliée par 1000

Etudiant à Morlaix, de racines ch'ti, j'ai participé au rassemblement du samedi au dimanche. J'y ai rencontré des personnes chaleureuses et ouvertes dans une ambiance conviviale, malgré la pluie, j'y ai appris beaucoup et suis revenu avec pas mal de documentation et de motivation véhiculées par la manif et ses différentes structures militantes. Toutes ces informations et l'énergie dégagée par la manif m'ont permis de renforcer et multiplier par 1000 ma fibre militante.

Rémi (23 avril 2006)

Le Nuage de "Tcherbourg"

30 000 anti nucléaires complètement "félés" ont arpenté le samedi 15 avril les rues de "Tcherbourg" pour asséner l'évidence aux autochtones convaincus du contraire. Devant une population locale résignée à la fatalité du nucléaire qui fait vivre la ville et ses habitants (Flamanville et la Hague), ils sont 30 000 à défiler pour que personne ne puisse dire plus tard : "nous ne savions pas" ... manifestation riche de symbole : le calicot géant accroché sur la flèche de la grue d'un chantier du centre ville

"Le nucléaire tue l'avenir", les 30 000 boîtes de conserve recouvertes d'un papier jaune portant le logo nucléaire déposées devant l'agence locale d'EDF comme autant de fûts de matière radioactive mortelle, le canot de secours de Greenpeace sillonnant le bassin du port, le "die in" transformé en "accroupi in" à cause de la pluie ... autant de symboles forts exprimés par cette marée humaine venue clamer sa colère face au lobby nucléaire autiste qui gangrène notre société... Associatifs, politiques, tous unis. "CPE, on t'a eu, EPR on t'aura!" (...) Face à la résignation de toute une société, faudra-t-il un "Tcherbourg - bill" pour réveiller les Français... gageons en tout cas que cette fois, le nuage n'épargnerait pas Paris !

Jean-Luc M. (22 avril 2006)

A bicyclette !

Je fais partie du groupe de cyclistes qui a fait Rouen Cherbourg (300 km en 3 jours) pour venir manifester. J'habite à Lyon (les autres venaient de Paris), et je voulais dire que je suis très contente d'avoir participé à cette manifestation en utilisant un moyen de transport (et de communication avec les drapeaux et autocollants) convivial et alternatif. La manif était super, sauf la pluie.

Marie-Aude C. (22 avril 2006)

Un coup de chapeau

Né dans la Hague et ayant fait au siècle dernier de nombreuses luttes avec Didier Anger et le Crilan et bien d'autres, je ne peux que me réjouir de la journée de samedi. La presse est unanime: ce fut un succès (même la Presse de la Manche le reconnaît, journal pro nucléaire qu'on appelait dans notre jeunesse "la Crasse de la Manche"). (...) Dommage que quelques polémiques viennent gâcher ce grand succès, mais fédérer plus de 700 associations n'est pas chose facile. Bravo au Réseau. Aussi puisqu'on peut témoigner : j'attribuerai un grand coup de chapeau à Didier et son épouse qui sont, qui ont été et qui seront dans toutes les luttes. Les générations suivantes leur seront reconnaissantes; j'en suis convaincu. J'ai un vœu : ne jamais revoir un tel rassemblement, cela signifierait peut-être que les politiques de tous bords auraient enfin compris notre message: en finir avec le nucléaire.

M. F. (21 avril 2006)

Grandiose

C'était grandiose! (sauf la pluie..) drôle, inventif et sérieux à la fois. (...) Cette manifestation était indispensable.

Xavière G. (21 avril 2006)

Que risque-t-on avec les énergies renouvelables ?

C'était très impressionnant (dommage que la pluie ait empêché l'ensemble des manifestants de se coucher par terre) le symbole aurait été très fort... mais vu les circonstances atmosphériques et le fait que l'évènement se déroulait pendant le week-end de Pâques, c'est un réel succès. Le message est



Photo : A. PARIS

clair... non à toute relance du nucléaire - que risque-t-on avec le développement des énergies renouvelables ? : de prouver justement que le recours au nucléaire est INUTILE..! De la région de Lille il y avait deux bus qui affichaient COMPLETS.

Anita V. (21 avril 2006)

Des reproches de la famille

Je m'intéresse depuis peu de temps aux énergies renouvelables. J'ai participé à la manifestation anti-EPR mais je doute encore beaucoup. En effet nous sommes dans une région qui vit grâce au nucléaire. Des membres de ma famille et amis m'ont même reproché d'avoir participé à cette manif. J'ai le sentiment d'avoir bien fait mais je n'ai pas toujours les arguments pour justifier mon choix. Notamment en ce qui concerne la création d'emploi (même après avoir lu l'étude: quelles alternatives à l'EPR).

Lucie B. (20 avril 2006)

Cauchemars de notre logeuse

On était à Cherbourg, on s'est bien "amusés" et on a visité les alentours... Conclusion : ils auraient pu mettre leur foutue centrale ailleurs, dans un coin pourri (comme s'il en existait !). Nous avons discuté avec notre logeuse, qui est en deuil de son beau pays de la Hague. Elle boude et refuse d'y mettre les pieds (à la Hague) depuis de longues années ! Elle achète du lait de Vendée et du beurre d'ailleurs aussi et fait des cauchemars. Voilà !

I.C. (20 avril 2006)

Des retombées inestimables !

Pendant 15 jours, à Cherbourg, les journaux n'ont parlé que de ça... Des pages et des pages dans "La Presse de la Manche" et dans "Ouest-France", des discussions dans les entreprises, les syndicats, (même dans ceux qui sont favorables à l'EPR), une prise de position du PS contre l'EPR, un député UMP qui défend le projet avec des arguments misérables, le collectif ATTAC qui prend position et appelle à manifester, bref, des retombées politiques inestimables...

Et tout cela grâce à qui, grâce à quoi ?

En premier lieu aux 25.000 personnes qui se sont déplacées sous la pluie.

Michel B. (20 avril 2006),
membre du collectif organisateur Cherbourg

On nous dit rien

Bonne organisation, réussie vue le nombre de participants. J'ai assisté le lendemain au forum "conséquences de l'accident de Tchernobyl+galerie photo". C'est vraiment dégueulasse. On nous dit rien et on laisse mourir de façon atroce tous ces pauvres gens. HONTEUX.

Philippe L. (20 avril 2006)

Primordiale

Je n'ai pas les mots pour dire à quel point cette manifestation a été primordiale, pour que les gens prennent conscience et agissent (élus, professionnels et particuliers). Un grand merci.

Isabelle H. (19 avril 2006)

De 7 à 77 ans

Aucune manifestation anti nucléaire n'a rassemblé autant de participants à Cherbourg. Habitant Cherbourg, je n'ai pas le même mérite que l'énorme foule venue de loin pour affronter cette météo! Le remarquable, hors le nombre, est l'inter-génération : ce n'était pas le cas dans les années 70 (âgée de 70 ans, c'est avec émotion que j'ai vu la relève assurée) et bravo pour l'organisation!

Michelle A. (19 avril 2006)



Photo : J.F. VOLSON

A quand la prochaine ?

Nous avons démarré la manif en croyant qu'il n'y avait pas beaucoup de monde.

Après le passage devant EDF et le dépôt de nos boîtes de déchets radioactifs nous avons vu le monde arriver en masse, en prenant les petites rues désertes ce samedi... nous avons remonté le cortège à l'envers et avons été stupéfaits des personnes présentes. Après une estimation à 20 000 manifestants, le nombre réel étant supérieur. Nous étions super heureux de la participation à cette manif.

A quand la prochaine! Il faudrait se mobiliser plus souvent pour faire bouger les choses, c'est possible regardez le CPE.... Merci à tous pour l'organisation et bravo.

La tioute de Besançon (18 avril 2006)

Il pleuvait bien !

Je peux témoigner qu'il pleuvait bien! et avoir autant de monde sous la pluie c'est une grande joie! Ça fonde un sentiment d'union pour la démocratie et/ou les générations à venir. (...) Le défilé était si long qu'on aurait juré voir plusieurs manifs.

Jean-Marie D. (19 avril 2006)

Ne nous laissons pas endormir

Merci aux organisateurs; tout ou presque a fonctionné comme on s'y attendait, avec une mobilisation plus massive encore! Cela ne peut que contribuer à redynamiser la résistance au nucléaire.

Bravo pour la tenue des débats et des infos. La plupart des interventions révélait un haut degré d'information et de conscience des enjeux du nucléaire tant nationaux qu'internationaux, montrant la

maturité du mouvement et sa dimension hautement politique. Mais attention aux discours parfois bien optimistes de responsables du mouvement; ne nous laissons pas endormir, l'adversaire est de taille. Il faut immédiatement rebondir sur d'autres initiatives concrètes et fédératrices.

Chantal D.- Comité Stop EPR 89 (19 avril 2006)



Photo : P.E.-WECK

Un défi de taille

Un immense merci pour ce rassemblement, et un aussi immense bravo le défi était de taille, la somme de choses à penser, organiser et réaliser sans doute incalculable, et vous avez superbement réussi quand dans quelques jours, on fera le bilan, il se trouvera certainement quelques personnes pour attacher plus d'importance aux inévitables erreurs ou ratés qu'à tout ce qui a bien fonctionné; je sais l'investissement de vous tous et toutes, vous pouvez compter sur moi pour défendre votre boulot. A bientôt

Christiane D. (17 avril 2006)

Le mensonge ne peut plus régner

Habitant à Cherbourg, je suis ravi d'avoir enfin rencontré des gens responsables et conscients de l'époque dans laquelle nous vivons. Le mensonge ne peut plus régner. Pour mes enfants, je continuerai à lutter contre ses colporteurs égoïstes qui ne pensent qu'à leurs intérêts, et je sais de quoi je parle puisque autour de moi et dans ma famille, on glorifie aveuglément le nucléaire. Bonne continuité et à bientôt.

Christophe R. (18 avril 2006)

Surprenant

C'est grisant d'avoir eu 2 à 3 fois plus de monde que prévu. Surprenant agréablement ! (...) On est tous rentrés contents, de bonne humeur, malgré l'humidité et la distance... Va-t-on réussir à "faire tomber le mur" (comme à Berlin) avant qu'il ne soit trop tard ?...

Franceline (17 avril 2006)

On a trop piétiné

Pour ma part, j'ai trouvé difficile de piétiner des heures sous la pluie en queue de cortège tandis que les personnalités prononçaient des discours que je n'entendais pas ou se faisaient prendre en photo. Heureusement que l'on n'a pas fait le die-in! Sinon je suis content de la mobilisation, ça rassure sur les forces militantes nationales en la matière.

Philippe (17 avril 2006)

On vous aime

L'infinie tristesse du ciel de Cherbourg, samedi - alors même qu'il a fait si beau ce lundi de Pâques - pour crier "STOP EPR" était tellement flagrante... tellement incontournable... Etait-ce la force de l'émotion collective de "fêter" les 20 ans de l'horreur Tchernobyl ? Merci à toutes et à tous de lutter pour la Vie... On vous aime.

Michèle W. - Umberto P. (17 avril 2006)

Pudeur

Merci d'avoir organisé ce rassemblement : la conférence sur les conséquences sanitaires de Tchernobyl fut remarquable de pudeur, de densité, de bon sens, et de légitime scandale devant l'écran de mensonges qu'entretiennent encore les plus hautes instances politiques, scientifiques et médicales dont les intérêts financiers sont liés au lobby nucléaire. Encore une fois merci et bravo d'avoir offert une audience à tous ceux qui se battent, là-bas et ici, contre ce mensonge d'État. Quel honneur d'avoir eu à Cherbourg, pour ce tragique anniversaire, de si précieux porte-parole.

Sylvie L. B. (17 avril 2006)

Super !!

Cette manif semble avoir fait de l'effet à ceux que ça dérange, et ça... c'est bon!

Je n'ai pas pu être là mais les médias ont couvert largement l'action. Je fais partie de ceux qui vivent sans thyroïde depuis Tchernobyl. C'est pas très simple tous les jours, et je me persuade que l'expérience portera ses fruits et que la solidarité vaincra. Merci de toute cette énergie donnée.

Isabelle P. (17 avril 2006)

Des passésistes ?

Hier après-midi le Ministre de la recherche était à Europe 1 et il a dit que les anti-nucléaires étaient des passésistes et que l'accident de Tchernobyl ne pouvait pas nous arriver, notre pays avait pris toutes les précautions. Quelle prétention !

Luce R. (17 avril 2006)

La pluie ? Même pas grave

Journée forte en émotions, témoignages qui remuent les tripes, unité, solidarité, désir fort de vivre autrement, (mieux?) et preuve qu'on est des milliers à le souhaiter. Envie de réveiller mon engagement un peu ralenti ces dernières années et bonheur de voir mes enfants s'y associer. La pluie? même pas grave!

C. L. (17 avril 2006)

Théo, 14 ans

"Il est urgent de renoncer à l'EPR. Ce réacteur, c'est un truc de flambeur. Tout le monde sait qu'on en a pas besoin, mais c'est juste pour pouvoir dire "j'ai la plus grosse". Il faut faire comprendre ça à l'opinion publique."

(Extrait d'un article de la Presse de la Manche
17 avril 2006)

Edifiant

Bonjour et bravo pour vos actions et pour cette étude édifiante réalisée par le cabinet des 7 vents du Cotentin. J'espère que ce document servira de base au gouvernement pour rediriger son action de développement énergétique.

Naël

Un écho fantastique

Je trouve qu'il y a eu un écho fantastique de notre manif. Ici à Paris des collègues, la famille, m'en parlent alors que jamais ils ne s'y étaient intéressés et l'essentiel est bien là. Aujourd'hui, les antinucléaires sont sortis de la clandestinité, il faut continuer. Merci

Simone F. (24 avril 2006)

Galère !

A la dernière minute, la personne qui devait me conduire à Cherbourg à partir de l'Ardèche a trouvé une place dans un bus et a donc annulé le covoiturage. Voulant malgré tout participer à cet événement, j'ai pris ma voiture pour me rendre seul à la manif. Afin de réduire les frais, j'ai pris le minimum l'autoroute. Au final, je me suis retrouvé à Cherbourg à 17 h 30 (trop tard pour la manif). Sur place, je suis tombé sur un barrage de motard de la police qui m'a dit que je ne pouvais pas aller au centre ville car tout était bouché et ce même à pied. Bref, je me suis retrouvé comme un con tout seul à mille kilomètres de chez moi. Du coup, j'ai fait demi-tour. Sur une portion limitée à 70 km/h, j'ai roulé à 97 km/h et me voilà avec un PV de 90 euros à régler et 17,60 euros de frais d'autoroute. J'ai dormi dans ma voiture pour éviter des frais supplémentaires et j'ai improvisé le dimanche une balade à Volvic puis en Ardèche pour me dégourdir et pour profiter du voyage. Félicitations et merci à tous ceux qui ont pris la peine de venir manifester.

Christophe C. (24 avril 2006)

Magnifique

J'ai trouvé cette manifestation magnifique, cette foule à la fois tranquille et déterminée. C'était un grand moment d'émotion que je n'oublierai jamais.

Martine L. (24 avril 2006)

La première fois

Pour la 1ère fois, le 15 et 16 avril à Cherbourg, nous nous sommes décidés à nous lever en famille pour défendre notre point de vue. Depuis 40 ans, j'observe, je désapprouve, je m'énerve, je me mets en colère toujours toute seule devant la radio, la télé, le journal... etc. et tout support d'info qui me parvient et me dit inlassablement les mêmes mots: "le

monde est malade, je suis malade, vous êtes malades" et jours après jours, je souffre, tu souffres, il ou elle ou on souffre, nous souffrons, vous souffrez, ils ou elles souffrent.

Mais là je crie STOP, on ne touche pas à mes enfants! Ni à mes petits-enfants, ni à mes descendants et je leur crie, qui êtes-vous pour oser m'imposer leur triste destin?

Qui êtes-vous pour m'imposer votre avenir, vos souffrances, votre ignorance, votre désespoir, votre arrogance, votre déchéance, votre suffisance, vos désirs de vaine puissance?

Alors ce fameux week-end à Cherbourg, nous étions bien réveillés et nous étions là avec vous pour crier "STOP PLUTONIUM".

Et nous serons là à la prochaine marche que vous organiserez. Dites-moi seulement où et quand?

Nous étions 6 en famille, moi la maman, Eric, le papa et Cellia, Laurine, Arthur, Kenza (les enfants). La prochaine fois, nous serons dix fois plus les amis, les copains, les collègues, les cousins, les tatas, les tontons..... etc.!!

Merci de remettre sans arrêt le réveil à sonner, il nous faut du temps pour nous réveiller (c'est vrai.) Mais une fois debout, votre persévérance a raison de notre engourdissement et que c'est bon de vivre et d'être.

Merci à vous tous pour votre amour du prochain.

Nacima & co (24 avril 2006)

Transformer le succès

J'espère qu'il y aura une suite à cette manifestation, afin de créer un mouvement d'opposition à l'EPR et à la filière nucléaire digne de ce nom. Il faut, à mon avis, transformer le succès de cette manifestation, unique depuis des années, en véritable mouvement dynamique. Il y a, me semble-t-il, en France, une vraie attente sur ce sujet. Bonne continuation à toutes les personnes qui animent le Réseau Sortir du Nucléaire.

Bruno D.

Retrouvez tous les autres témoignages
sur www.stop-epr.org



Bure une mobilisation locale tous azimuts

Pétition présentée aux électeurs dans chaque foyer pour réveiller la citoyenneté, festival pour aiguïser l'intérêt des jeunes et dynamiser le mouvement, Maison de la résistance pour construire une place forte de l'opposition... autant d'actions de terrain qui font de Bure le cœur d'une lutte vivante aux multiples facettes.

La pétition citoyenne : une consultation populaire autonome

Un travail de fourmis

Une pétition pour exiger un référendum sur l'enfouissement des déchets radioactifs a été lancée depuis plus d'un an en Meuse et en Haute-Marne. Près de 60 000 personnes soit 15% de la population des deux départements concernés ont déjà apporté leur signature. Les militants ont rencontré personnellement chacun d'entre eux en faisant du porte à porte dans plus de 500 communes.

Fin de non recevoir

Malgré ce chiffre encourageant et les manifestations qui, à Bar-le-Duc et à Chaumont, ont accompagné les pétitions jusqu'aux Conseils Généraux, leurs présidents se refusent à organiser un référendum. Peut-être craignent-ils que le résultat ne confirme un rejet massif de l'enfouissement et ne signifie pour eux le désaveu des électeurs. Quoiqu'il en soit, en niant la valeur de cette pétition et l'utilité du référendum, les conseils généraux ont achevé de se décrédibiliser aux yeux de l'opinion.

Décision citoyenne

L'objectif de la démarche était d'offrir la possibilité aux habitants de se réapproprier le pouvoir de décision qui leur a été confisqué, ce à quoi les personnes rencontrées ont adhéré volontiers. La gravité extrême du sujet mérite mieux que des débats en catimini dans des assemblées locales ou nationales qui n'ont aucune représentativité. Quelle est la légitimité d'une loi capitale votée par une poignée de Parlementaires quand la quasi totalité de leurs collègues brillent par leur absence ?

Le Festival de Bure : Décibels contre la poubelle

Cet été, du 28 au 30 juillet le Festival anti déchets présentera sa deuxième édition, il laisse déjà présager une affluence exceptionnelle et une grande richesse artistique.

Vous pourrez assister à des concerts, spectacles, conférences et forums anti nucléaires et visiter la Maison de Bure Zone Libre ainsi que son exposition. Le dimanche 30 juillet, venez nombreux participer à l'action "Triangle des Bermudes" qui consistera à marquer la future zone de forage de l'ANDRA.



Festival écologique

Comme l'année dernière, le Festival veillera à réduire son empreinte écologique dans un souci de cohérence et de pédagogie vis-à-vis des festivaliers : nourriture biologique et végétarienne issue des producteurs locaux, tri des déchets, compost et toilettes sèches fabriquées par nos soins. Les concerts et le camping seront gratuits et les repas à prix libres pour permettre à tous de pouvoir nous rejoindre.

Bénévolat

La force du bénévolat insuffle à cette rencontre une énergie extraordinaire ; des dizaines de volontaires sont attendus pour le montage et démontage du festival. Ils pourront être accueillis s'ils le souhaitent à la maison de Bure où est basée l'organisation.

Pour entrer dans une équipe de bénévoles, vous pouvez nous appeler au 03 29 45 41 77 Pour tenir un stand ou obtenir des informations sur le Festival : 03 25 04 91 41 Web : www.burestop.org

Bure Zone Libre (BZL) : Terre de résistance

Dans l'œil du cyclone

La maison de BZL achetée par les opposants est située dans le village même de Bure au beau milieu de la zone délimitée par l'ANDRA pour «poursuivre ses recherches» c'est à dire creuser son centre d'enfouissement pour déchets radioactifs. C'est précisément sous nos pieds qu'ils ont prévu de construire un réseau de galeries souterraines de 200 km² qui coûtera la bagatelle de 15 milliards d'euros... Autant dire que nous nous trouverons en première ligne pour combattre les fossoyeurs de Bure dans les années à venir.

Rétrospective

Depuis l'année dernière, nous avons bien avancé dans la réfection de la toiture, consolidé les structures bois, posé une isolation naturelle et un plancher neuf. Parallèlement, la rénovation des murs de l'ensemble des bâtiments est en cours. Nous avons aussi partiellement installé l'électricité, la plomberie et coulé des dalles en béton.

Le cercle s'agrandit

Réguliers ou occasionnels, les volontaires sont aujourd'hui près d'une centaine à avoir apporté leur contribution aux chantiers de rénovation. Des jeunes porteurs d'initiatives sont aujourd'hui fortement investis dans le projet et animent la maison d'un souffle nouveau.



Chantiers d'été

Nous devons absolument réaliser certains travaux pendant la belle saison et nous avons besoin de votre aide pour les mener à bien dans les délais. Participez à une œuvre collective, rejoignez les chantiers d'été de BZL (inscrivez-vous au 03 29 45 41 77).

Claude Kaiser et Isabelle Guillaum
administrateurs au CA du RSDN

Appel à dons

Exclusivement à l'adresse suivante et à l'ordre de BZL.

Cette année nous avons besoin de vos dons pour deux investissements importants : le creusement d'une fosse septique et l'achat d'une chaudière bois.

Merci d'être avec nous !

Bure Zone Libre

2 rue de l'église - 55 290 BURE
03 29 45 41 77 ou 06 33 79 05 91
Mail : burezonelibre@free.fr

Déchets nucléaires : une loi pour enfouir... au service de l'EPR

Les 15 ans de recherches de la Loi Bataille de 1991 n'ont rien changé au casse-tête. Gérer convenablement ces déchets à haute activité et à vie longue confine à la mission impossible. Il faut juste attendre que leur radioactivité décroisse, ce qui, suivant les éléments radioactifs, va de 300 ans à des millions d'années. Officiellement cela ne se dit pas : le gouvernement a conclu à la faisabilité du stockage souterrain. BURE (Meuse/Haute-Marne) est en chantier. L'argile y serait quasi miraculeuse, pas de failles, pas de tremblements de terre à l'horizon et pas d'eau, selon l'ANDRA¹. C'est à partir de son travail partiel et partial que se sont fondés tous les rapports de la CNE², Office parlementaire, IRSN³,... alimentant le projet de Loi 2006.

2006 : une nouvelle Loi actuellement en préparation

Le projet de Loi a été voté en première lecture à l'Assemblée nationale, mercredi 12 avril, par 19 députés présents... sur un total de 577. Il est passé au Sénat fin mai. Il repassera devant les deux assemblées de parlementaires en juin... si la procédure d'urgence mise en place par le gouvernement est levée. Vote définitif avant les vacances ou à la rentrée ?

Ce projet de loi privilégie largement l'enfouissement. L'entreposage n'est plus une option à part entière. Il devient l'étape préliminaire (dans quelle région ?) au stockage géologique définitif. La transmutation reste une "carotte technologique". Véritable tour de passe-passe, sans jamais nommer BURE, ce texte établit déjà le processus de mise en service d'un centre d'enfouissement, opérationnel dès 2025. Son ambiguïté laisse ouverte l'option de stockage en milieu granitique.

Enfouir ou ne pas enfouir ? Le projet de Loi fixe un nouveau rendez-vous aux parlementaires en 2015, mais qui ne leur laisserait décider que des conditions de réversibilité du stockage géologique.

Autant dire que tout se jouera entre 2006 et 2015.

L'ANDRA va être missionnée pour jouer sur deux tableaux :

- ▶ De la "com.", en poursuivant les pseudo-recherches paravent dans le "labo" de BURE
- ▶ De "l'efficacité", en lançant immédiatement la reconnaissance de l'emprise d'un futur stockage au moyen de creusement de nouveaux puits, dans une zone de 200 km² au nord de BURE. Un processus industriel qui marque bien la décision d'enfouir dans la région de Bure, mettant ainsi en danger de contamination(s) une bonne partie du territoire par les écoulements géologiques des aquifères locaux. Le tout assorti d'une bonne dose de cynisme, la réversibilité du stockage géologique serait limitée à 70 ans, voire 100 ans ! Ou la durée de deux ou trois mandats politiques ?

Un déni gravissime de l'opinion citoyenne

Ce projet de loi renforce le processus quasi autistique qui nie toute intervention des habitants de ce pays sur le sujet des déchets nucléaires.

Le Débat Public organisé fin 2005 a révélé que l'entreposage, ou "les garder en surface sous nos yeux" est la voie de bon sens privilégiée par l'opinion publique. Qu'en restera-t-il dans le texte de loi ? Rien. Elle évacue de même toute consultation directe des populations sur l'ensemble de la "gestion" de ces déchets. Seule est prévue l'information de celles-ci.



L'accélération du processus d'arrosage financier se légalise pour la région de BURE. Ainsi le périmètre concerné s'élargirait aux villes de proximité, quel meilleur moyen pour préparer l'acceptation des collectivités locales, qui seraient alors appelées à donner un avis consultatif en 2015 ? La présidence du CLIS⁴ de BURE serait confiée au président du conseil général du département, qui devient de fait juge et partie !

A noter, près de 60 000 électeurs pétitionnaires de Meuse/Haute-Marne ne demandent pas à être seulement informés mais exigent un référendum local sur la question de BURE.

Le projet de Loi semble bien taillé sur mesure, adapté aux besoins de la filière électro-nucléaire qui vient de faire passer en force la poursuite de celle-ci. L'enfouissement permet au lobby d'affirmer abusivement que les déchets nucléaires sont gérables.

L'Espagne vient de faire le choix de ne pas enfouir : elle privilégie l'entreposage. Aux

Etats-Unis, le secrétaire à l'Énergie a rappelé dernièrement que certaines études géologiques devaient être refaites en ce qui concerne le site de Yucca Moutain, où l'enfouissement devait commencer en 2012. Désormais les évaluations de relâchement de radioactivité devront porter sur un million d'années, contre 10 000 ans auparavant...

Dans le cadre de la campagne lancée avec le Réseau Sortir du nucléaire, la Coordination nationale a réalisé un certain nombre de rencontres de parlementaires et représentants politiques, que ce soit à Paris ou dans les régions. Les résultats sont payants, car nous apportons un autre éclairage. Ainsi le projet de loi initial a été remanié et amendé, suite aux nombreuses remarques des associations entendues. Notamment, la commission des Affaires Economiques du Sénat a proposé de nouvelles modifications suite aux remarques apportées par des représentants de la Coordination nationale, au sujet de la prise en compte de l'avis des populations et du rôle du Parlement.

Continuons donc à interpeller nos députés et sénateurs, massivement, chez eux, à leur permanence, et aussi en participant à la campagne nationale de cartes postales !!! A ce jour, des milliers de cartes postales ont été envoyées aux parlementaires sur toute la France.

Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs

¹ ANDRA (Agence nationale pour la gestion des Déchets radioactifs)

² CNE (Commission nationale d'Evaluation)

³ IRSN (Institut de RadioProtection et de Sécurité Nucléaire)

⁴ CLIS (Commission Locale d'Information et de Suivi)

Participez à la campagne "Loi 2006 sur les déchets nucléaires : n'empoisonnez pas la Terre"

Les documents sont désormais gratuits même en quantité. Demandez-les à :
Mail : contact@sortirdunucleaire.fr
Tél : 04 78 28 29 22
Fax : 04 72 07 70 04

Des moments forts pour le 20^e anniversaire de Tchernobyl

André Larivière, salarié du Réseau "Sortir du nucléaire" s'est rendu en Ukraine du 22 au 27 avril 2006. Il a accompagné la Diagonale de Tchernobyl (performance artistique de théâtre, musique et spectacle). Voici son compte rendu. Emouvant.

► 23-25 avril 06 : conférence internationale d'ONG (avec plus de 200 participants) pour contrer les mensonges de l'AIEA (Agence Internationale pour l'Energie Atomique) sur Tchernobyl. De nombreux experts indépendants (surtout anglo-saxons, ukrainiens et russes) viennent annoncer des chiffres inquiétants sur cette catastrophe.

► 24-26 avril : l'AIEA tient aussi, à un coin de rue de là, sa conférence officielle pour les 20 ans de Tchernobyl. Nous en profitons pour aller manifester à l'entrée de leur conférence avec des banderoles et slogans disant : "Honte à l'AIEA" et "Un Tchernobyl a suffi ; on ne veut plus de centrales nucléaires" et encore "il n'y a pas de centrales sûres dans un monde instable".

► 25 avril : je rejoins la Diagonale de Tchernobyl (composée de comédiens de Brut de béton et de musiciens français) dans l'école d'art du village de

Krasiatycki qui se situe juste en-dehors de la zone interdite et qui est considéré comme faiblement contaminé en permanence. Ce lieu leur sert pour répéter et gérer la vie quotidienne du groupe. Ils y séjourneront pendant les deux prochaines semaines et y monteront un chapiteau pour créer l'événement avec les gens du village. Région à la vie rurale simple d'antan : partout des piétons, des vélos et des chevaux attelés à des charrettes. Silence et lenteur tels que cela n'existe plus depuis belle lurette dans l'occident riche .

► 25 avril à 13h30 : après des mois de tergiversations, la Diagonale obtient une autorisation verbale au téléphone pour jouer le soir même devant la centrale de Tchernobyl de 18 à 20 heures. Rendez-vous pris à l'un des postes-frontières de la zone interdite à 15 heures pour être guidés et encadrés jusqu'au pied de la centrale. Par le même appel, nous apprenons que celle (Rima) qui suivait ce dossier depuis des mois vient de décéder.

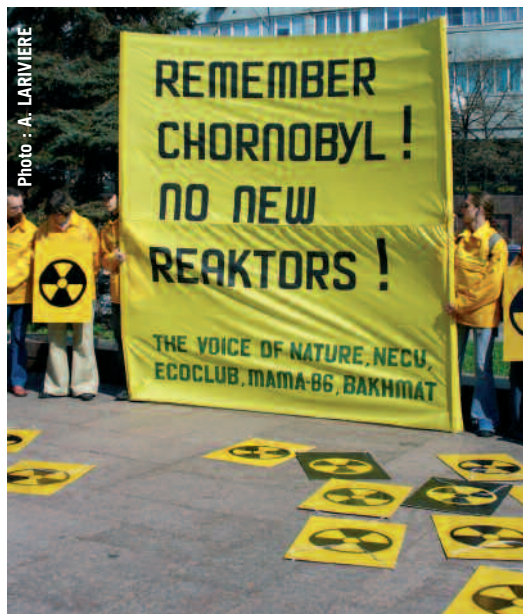
► 25 avril à 15 heures : en attente au poste-frontière pendant une heure. Le guide n'arrive pas. Sachant combien lourde est cette bureaucratie post-soviétique (il aura fallu 21 heures d'attente au bus de la Diagonale pour franchir la frontière

d'Ukraine depuis la Pologne), nous ne savons encore si l'entente verbale sera vraiment suivie d'effets. Au poste-frontière se tiennent aussi deux cinéastes payés par l'AIEA (!) Pour recueillir les impressions des gens sur Tchernobyl. Après qu'on leur eut expliqué notre projet, ils ne s'attardent plus guère avec nous...

► 25 avril après 16 heures : notre guide arrive enfin. Elle semble stressée et sévère. Probablement craint-elle une bande de farfelus aux gestes inconsidérés. En passant, je salue ici Bruno Boussagol, metteur en scène et artisan principal de cette Diagonale qui, par ses attitudes très "zen", a su allier détermination, souplesse et humilité pour franchir et déplacer des montagnes d'embûches. En chemin, sur le long de la route, des villages abandonnés et littéralement avalés par la forêt nouvelle. Arrivée sur le site du réacteur qui continue de cracher par les nombreuses fissures du sarcophage. Nos compteurs Geiger crépitent et atteignent des sommets. Ne pas quitter le bitume. Ne pas marcher sur l'herbe et le sable alentour. Et sur le bitume, ne pas s'asseoir au sol. Roland, pompier à la retraite formé à la prévention des risques radiologiques, a confectionné des recouvrements plastiques pour toutes nos chaussures ; et la scène s'installe sur une grande bâche plastique que nous laisserons sur place.

► à 18 heures, la veillée artistique débute avec bougies, clochettes, harmonium, harpe, flûtes traversières et clavier. Des extraits de *La Supplication* (témoignages de victimes de Tchernobyl) sont dits.

Devant le sarcophage de Tchernobyl



L'Ave Maria de Schubert est chanté. Un texte de l'Apocalypse est aussi lu où il est question de l'absinthe qui rend 1/3 des eaux de la terre amères. En ukrainien, Tchernobyl signifie "absinthe". Pendant certains silences, on entend distinctement le vent (qui vient du côté de la centrale) chanter tout seul au travers de la harpe. Le tout avec, comme arrière-scène et ligne d'horizon, le monstre de Tchernobyl qui respire encore. L'émotion est à son comble. Les comédiens retiennent leurs larmes pour arriver à dire leur texte jusqu'au bout. Presque tous pleurent à un moment ou l'autre. Pas de public. Quelques télévisions : France 2, une allemande et une ou deux ukrainiennes. Des caméramen qui marchent sur la pointe des pieds en faisant attention pour ne pas troubler la gravité et le recueillement de ce moment unique. Quand nous repartons, notre guide monte sur le bus pour nous dire merci et que ce que nous avons fait était vraiment très bien. Elle a perdu son masque de sévérité. Nous apprenons après coup que la personne décédée qui gérait ce dossier avant elle était à la fois une amie personnelle et que la nouvelle guide avait eu à cœur de mener correctement ce dossier à terme. Son amie décédée avait à peine plus de 40 ans et les causes du décès n'ont pas été éclaircies. On sait qu'elle vivait dans la zone comme si la radioactivité n'existait pas ; jusqu'à faire son jogging en forêt...

Une comédienne devant Tchernobyl



Photo : A. LARIVIERE



► 26 avril : commémoration des 20 ans de la catastrophe de Tchernobyl avec les villageois de Krasiatychi où nous séjournons. Ce bourg a été atteint de plein fouet car 14 villages relevant de cette commune ont été évacués de force, en partie rasés et se retrouvent maintenant en zone interdite. Les noms des 14 villages sont écrits sur un mur ; et autant de bougies piquées chacune dans une tranche de pain bis rappellent probablement que l'Ukraine était considérée comme le grenier à blé de l'URSS. Des villageois viennent chaleureusement nous saluer. Nous apprenons par nos interprètes que certains de leurs enfants bénéficient de "vacances" en France grâce aux bons soins de l'association "Enfants de Tchernobyl". Par nos interprètes, nous apprenons aussi que le gardien de l'école où nous sommes installés a été l'un des premiers liquidateurs appelés à Tchernobyl et qu'il a aidé à évacuer en urgence les habitants de Pripjat (encore aujourd'hui largement polluée au plutonium). Depuis, plusieurs de ses collègues sont morts. Il se sent abandonné par l'Etat et survit en faisant du gardiennage. Nous lui montrons des photos prises la veille dans la zone. Il est très ému car il n'était pas retourné sur place et n'avait pas idée de quoi cela avait l'air maintenant. Le reste de la soirée et une partie de la nuit se passent en échanges musicaux avec quelques amis ukrainiens. Merci à la Diagonale de m'avoir permis de les rejoindre dans cette belle grande expérience.

André Larivière
Pour le Réseau "Sortir du nucléaire"

En savoir plus +
Pour en savoir plus sur la Diagonale de Tchernobyl : <http://diagonaletchernobyl.free.fr/>



BD - Tchernobyl, mon amour

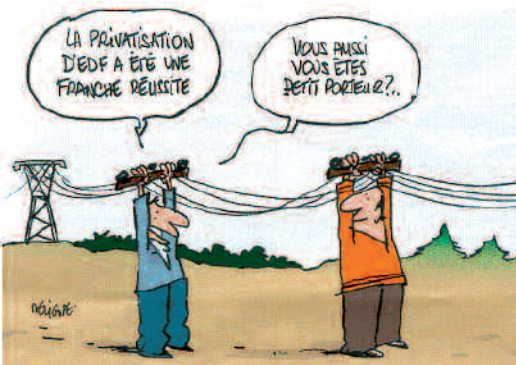
Chantal Montellier, la grande dame de la BD, l'auteur de *Wonder city*, des *Damnés de Nanterre* et beaucoup d'autres ouvrages salués en leur temps, notamment, dans "Métal Hurlant" vient de sortir sa dernière BD : *Tchernobyl, mon amour* aux éditions Actes Sud. La sortie de cette BD coïncide, et ce n'est pas un hasard, avec les 20 ans de la catastrophe de Tchernobyl, de même importance à ses yeux, pour

les dommages causés, qu'Hiroshima, d'où le titre. Dans cet ouvrage, elle lance une héroïne déjà apparue dans une autre BD dans une enquête sur cette tragédie qui l'a particulièrement touchée et qui, dans ses suites les plus actuelles, la révolte. C'est une œuvre sensible, documentée et de fiction, où l'humour n'est toutefois pas absent. Définitivement engagée, Chantal Montellier signe là un manifeste antinucléaire sans compromis.

Ginette et Roger contre la privatisation

Un texte amusant expliquant les inconvénients de la privatisation d'EDF-GDF. Ce texte a été écrit en mars 2005, soit avant l'ouverture du capital d'EDF.

- Eh, Roger, y vont vendre EDF !
- Qu'est-ce que ça peut me foutre Ginette, c'est qu'des feignants dans c'te boîte.
- Y vont pas vendre les agents, ils veulent vendre l'entreprise.
- Bon, et alors, tu vois pas que je suis en train de rouler et que j'ai besoin d'un peu de calme. De toute façon y'a des trucs un peu plus importants qui se passent sur la planète non ? Et puis, en quoi ça me concerne moi ?



- Ca t'appartient, ça m'appartient, et des gugusses ultra légitimes sont en train de le vendre sans nous demander notre avis.

- Ben, après tout, c'est pas comme l'école ou la santé, c'est une marchandise l'énergie et une fois privatisée, la concurrence fera baisser les prix.

- Comme pour l'eau ?

- ...

- En plus, tu dois être le dernier à le penser car même les plus ardents

défenseurs du libéralisme disent que le prix du courant va augmenter. Même le patron d'EDF, qui pousse à fond pour privatiser, a dit dans le journal que le prix allait augmenter, "à cause de la concurrence" qu'il a dit. De toute façon, il leur serait un peu difficile de prétendre le contraire vu que c'est ce qui s'est passé dans tous les autres pays où ils ont ouvert le marché et c'est déjà le cas pour les gros clients en France.

- Eh ben, ça va augmenter et puis voilà, on consommera moins et ça sera bon pour Kyoto.
- En général, les marchands poussent plutôt à la conso. Et ça te fout pas les jetons que des actionnaires soient responsables de la sécurité des centrales nucléaires ?
- Je ne suis pas sûr qu'ils fassent pire que ces feignants de fonctionnaires.
- Je crois que tu devrais y réfléchir à deux fois. Quand les actionnaires auront à arbitrer entre la sécurité et le fric je suis à peu près sûr du résultat.
- Mais y aura des contrôles, des règles de sécurité et tout ce qu'il faut.
- Tu savais qu'au Japon, des journalistes ont révélé que des opérateurs privés en charge des installations nucléaires avaient caché qu'ils avaient des fissures dans les cuves ?
- Z'ont toujours été un peu tarés les japs.
- C'est toi qu'es taré, et pas qu'un peu !
- Bon, d'accord, ça va augmenter, c'est dangereux, et puis quoi encore ?
- T'es prêt pour les coupures de courants ?
- Ben voyons, quelles coupures ? Les marchands, tu

peux dire ce que tu voudras mais quand il s'agit de vendre, ils savent s'organiser pour avoir du stock !

- Ben justement Dugenoux, ça se stocke pas le courant ! En Californie, les opérateurs faisaient exprès de mettre les centrales en maintenance pendant les périodes de pleine consommation pour organiser la pénurie. En plus, ils ont arrêté d'investir dans de nouvelles centrales. Au final, l'état de Californie a dû investir des milliards de dollars pour remettre à flots le système après les coupures tournantes. Pas mal les rationnements en électricité pour le pays le plus "développé" du monde.
- Y z'ont re-nationalisé ! Y'a encore des communistes à Hollywood on dirait que McCarthy a pas fini le boulot.
- Et ta connerie, elle est communiste ! J'te parle sérieusement et toi...
- Bon d'accord, mais alors sans déconner, pourquoi ils veulent faire ça, ils doivent bien le justifier quand même.
- Ben, entre Sarko qui dit qu'il doit assumer les décisions de ces prédécesseurs pour mettre les socialos dans la merde et les socialos qui disent que c'est à cause de l'Europe, le plaidoyer n'est pas super brillant. De toute façon, ils n'ont pas vraiment besoin de se fouler vu qu'aucun journaliste ne leur pose la question. Elle est bien trop tarte cette question : "pourquoi vous faites ça ?" Non, c'est beaucoup plus classe d'ergoter sur le distinguo entre ouverture du capital et privatisation, sur les garanties de l'état, sur le principe de spécialité. Au moins tu donnes l'impression d'avoir potassé ton sujet. Tu savais qu'au Monde, y'a des relecteurs qui vérifient que les phrases sont suffisamment compliquées ?
- Tu déconnes...
- Mais ouais j'déconne. Tu serais pas un chouïa crédule toi ?
- Mais en vrai, pourquoi ils veulent le faire ? Si ça fait pas baisser le prix j'veux dire...
- Tu sais dans ce deal, y'a des vendeurs (c'est nous) mais y'a aussi des acheteurs. Et moi, j'ai l'impression qu'une fois qu'ils auront mis les retraites, le démantèlement des centrales et les contraintes de service public à la charge de l'Etat, ça va être une putain de bonne affaire. Quelques dizaines de millions de clients captifs sans aucun pouvoir de négociation, ça doit en faire saliver plus d'un !
- On mutualise les dépenses et on privatise les bénéfices... pas con. Quand est-ce qu'on peut en acheter des actions ?
- T'es vraiment trop cynique, et à tout hasard, j'te rappelle qu'on a pas une thune.

- En tout cas, ça va peut-être permettre de rediscuter les choix de tout nucléaire et le développement des énergies durables.
- On aurait plus de contrôle sur les stratégies des entreprises privées que sur un monopole public. C'est intéressant comme concept, on pourrait peut-être abolir le suffrage universel pour augmenter notre contrôle sur l'Etat pendant que tu y es...
- Arrête de te foutre de ma gueule ! Et puis tu causes, tu causes mais en attendant j'vois pas trop ce qu'on peut y faire.
- En premier, moi, j'ai signé la pétition pour dire non à l'ouverture du capital d'EDF.
- Une pétition, ça sert à que dalle. Si le gouvernement veut y aller, il ira.
- Si on est nombreux, très nombreux, je pense qu'ils vont se souvenir que ces crétins de consommateurs se transforment régulièrement en électeurs. Ou alors on pourrait demander un referendum.
- Ok mais alors très nombreux, vous êtes combien là ?
- Pour l'instant ça débute mais si tu signes on sera un de plus. Et si on se bouge un peu pour redistribuer aux potes ça peut le faire.
- Redistribuer, c'est bien beau mais il faudrait qu'ils redistribuent à leur tour et ainsi de suite. Tu crois que ça va les intéresser suffisamment pour qu'ils se sentent responsables du truc ? Y'a



- un fameux boulot d'explication à faire quand même... Si on écrivait un p'tit texte genre dialogue de couple ?
- Pas con, en attendant faut qu'tu signes et après on épluche notre carnet d'adresse.
- C'est où ?
- C'est là : <http://www.energiepublique.org/petition.php>

De Tchernobyl en Tchernobyls

Georges Charpak, Prix Nobel, lanceur d'alerte, touché par la grâce dans une conversion tardive ?

S'appuyant sur une déclaration de Hajima Maeda, président de l'Association des exploitants de centrales nucléaires (WANO), publiée dans *Nucleonics Weeks* d'octobre 2003, et l'accident d'avril 2005 dans l'usine de retraitement de Sellafield en Angleterre, l'auteur veut montrer que l'industrie électronucléaire ne peut pas se développer dans les conditions d'insécurité actuelles.

"Un mal terrible menace de l'intérieur les établissements des opérateurs nucléaires" a déclaré le président Hajima Maeda. "... une négligence dans le maintien d'une culture de sécurité en raison de pressions considérables exercées pour réduire les coûts, comme suite à la déréglementation du marché de l'énergie". En avril 2005 à Sellafield, 80 m³ d'acide nitrique contenant 20 tonnes d'uranium et 200 kg de plutonium se sont écoulés d'un tuyau sans être détectés pendant plusieurs mois. L'incident est passé inaperçu dans la presse. Huit accidents graves se sont produits en Europe, ces

dernières années, auxquels il faut ajouter des falsifications des données de sûreté au Japon et à Sellafield (Grande-Bretagne).

Bien qu'ils considèrent l'électricité nucléaire comme indispensable pour satisfaire les besoins futurs de pays en voie de développement comme la Chine et l'Inde, les auteurs mettent en garde les décideurs sur la nécessité de mieux maîtriser la sécurité des installations et l'usage possible des matières nucléaires par les pays ou groupes terroristes. Il s'en suit un manuel de 568 pages extrêmement documenté (453 références et sites internet) sur l'état actuel de l'industrie électronucléaire et sur les armes qui lui sont associées.

Jean Pierre Morichaud

Georges Charpak, Richard L. Garwin, Venance Journé, De Tchernobyl en Tchernobyls, Editions Odile Jacob, 2005 - 568 pages - 25,90 euros.

Nucléaire : la CGT alerte sur la sécurité des centrales

La CGT s'est inquiétée d'une multiplication des incidents dans les centrales nucléaires de Nogent-sur-Seine (Aube), Belleville (Cher) et Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher), dénonçant une "dérive financière" d'EDF, nuisible à la sûreté des installations.

"Il y a une dérive financière qui remet en cause la sûreté. Si on poursuit dans cette logique on risque d'arriver à un incident nucléaire", a affirmé Pascal Painault, secrétaire CGT du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, au cours d'une conférence de presse.

Rappelant que trois incidents s'étaient produits en moins de six mois à Nogent-sur-Seine, M. Painault a mis en cause la politique d'EDF, où "toutes les organisations du travail et les moyens affectés ne visent qu'à la réduction des coûts de maintenance et d'exploitation".

"Avant, un arrêt de tranche pour maintenance durait de 35 à 40 jours, aujourd'hui il faut tout relancer en moins de 25 jours", a-t-il fait valoir, affirmant que ces délais restreints provoquaient "une fois sur deux" un nouvel arrêt de la centrale "dans les quinze jours suivants".

Source : AFP (22 févr. 2006)

Une nouvelle approche sur l'impact de la radioactivité

Des études menées en France pendant quatre ans évaluent les effets des faibles doses de rayonnements sur l'environnement et la santé.

La contamination chronique à des faibles doses de radioactivité présente-t-elle un risque pour l'environnement et la santé ? «Ce sont des questions que la société se pose avec insistance», constate Jacques Repussard, directeur de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). L'explosion en 1986 du réacteur n°4 de la centrale de Tchernobyl qui a contaminé les sols sur des milliers de km² en Biélorussie, en Ukraine et en Russie mais aussi dans le nord de la Norvège, les rejets de l'industrie nucléaire et la production de déchets de haute activité ont renforcé ces interrogations.

«Un expert public comme l'IRSN doit les prendre en compte et s'efforcer d'y répondre», expliquait Jacques Repussard en présentant les premiers résultats du programme Envirhom. D'autres acteurs, au premier rang desquels l'Académie de médecine, estiment au contraire que ces craintes sont inutiles, la radioactivité artificielle étant largement inférieure à la radioactivité naturelle et médicale.

Pendant quatre ans, les chercheurs de l'IRSN ont donc fait ingérer sur de longues périodes de faibles quantités d'uranium (quelques millièmes de grammes d'uranium par litre d'eau) à des algues microscopiques, des mollusques, des poissons et des rats. «Les premiers résultats sont surprenants et prometteurs», analyse Patrick Gourmelon, de l'IRSN. Certaines fonctions physiologiques (système nerveux central, respiration, digestion, reproduction) sont modifiées à de faibles niveaux d'exposition. Côté flore et faune, les chercheurs ont constaté une inhibition de la croissance chez les algues monocellulaires, une diminution de la respiration chez les escargots filtreurs. Plus près de l'homme,

chez le rat, une faible contamination produit des troubles de la mémoire, de l'anxiété et du sommeil. Jamais des études aussi poussées n'avaient été conduites dans ce sens. Elles montrent que le système chronique est très différent du système aigu, note Jacques Repussard. Or, il faut savoir que l'évaluation actuelle des risques radioactifs est basée sur les conséquences épidémiologiques de l'explosion des bombes d'Hiroshima et Nagasaki - un flash et une forte radioactivité - et qu'elle ne prend en compte que les cancers, négligeant toutes les autres formes de pathologies. Même si à l'IRSN, on se garde bien de remettre en cause le système de radioprotection pour l'homme basé sur des recommandations internationales, on estime néanmoins que ces études montrent que les effets sur l'environnement ne sont pas forcément négligeables.

Yves Miserey



Article paru dans *Le Figaro*
du 17 mars 2006

Tchernobyl, la Corse sacrifiée de Jean-Charles Chatard et Eliane Parigi

Cette enquête aborde frontalement la question du mensonge des autorités françaises à l'égard du passage du nuage radioactif sur la France. Elle a été diffusée fin mars sur France 3 Corse mais aucun diffuseur national n'a jusqu'à présent eut l'envie (le courage ?) de la porter à la connaissance de tous. A partir du cas insulaire, elle décortique au plus près le mensonge des autorités françaises, des premiers jours de la catastrophe à aujourd'hui. Les journalistes sont allés questionner les ministres de l'époque (Alain Carignon, Michèle Barzac, Alain Madelin...)

sur leur gestion de la crise. Seul Carignon avoue du bout des lèvres que ce fut un échec pour la démocratie tandis que Madelin s'enferme dans ses certitudes moqueuses, voire insultantes. Vingt ans plus tard, dans certains villages corses, on trouve des niveaux de contamination qui n'ont rien à envier à ceux de la Biélorussie ou de l'Ukraine.

Contact PresseCorseTV : pressecorsetv@free.fr
N'hésitez pas à leur demander une copie de ce reportage

Un bain de soleil

De l'eau chaude chez soi grâce au soleil

Le soleil diffuse une énergie gratuite, renouvelable et propre.

Selon les nécessités domestiques, cette ressource naturelle est convertie en électricité (capteurs photovoltaïques autonomes ou reliés au réseau) ou produit de la chaleur destinée au chauffage et/ou à l'eau sanitaire d'une ou plusieurs maisons. Ce dernier mode d'exploitation, "le solaire thermique", fut présenté au public pour la première fois en 1900. Il est aujourd'hui le plus performant du marché mondial, toutes énergies confondues.

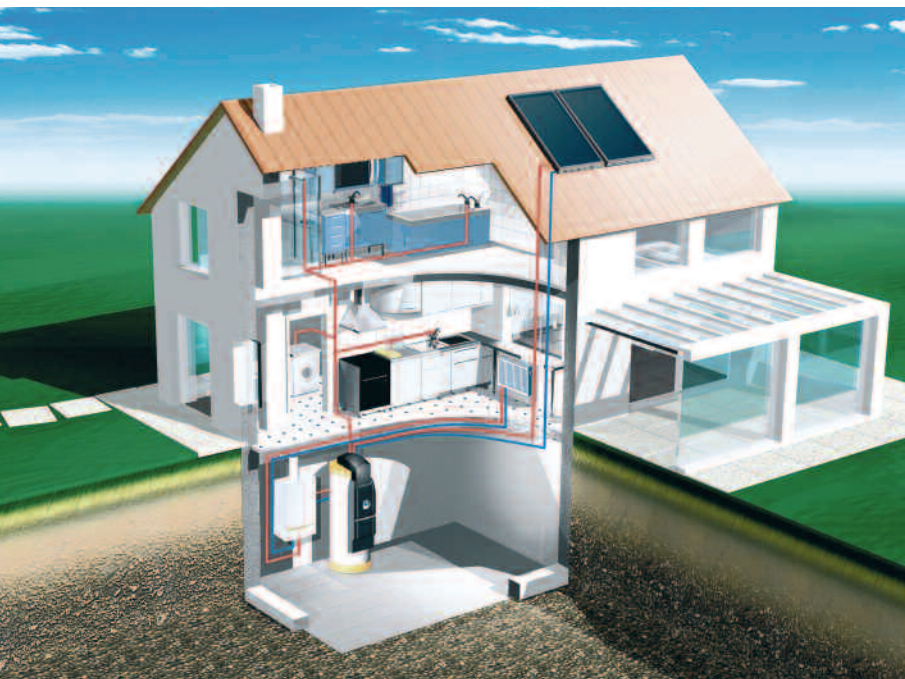


Capteur thermique : le principe

L'eau conservée dans un tuyau d'arrosage noir exposé au soleil d'été, sortira très chaude, voire brûlante, si elle est transite longuement par un bri vitré, par exemple une serre horticole. Un chauffe-eau solaire à capteur plan fonctionne sur ce principe simple et peut chauffer de l'eau presque partout sur terre, sous réserve d'une exposition et d'un dimensionnement adaptés. L'élément de base, caractéristique d'un chauffe-eau solaire, est le capteur. Ce récupérateur d'énergie électromagnétique est chargé de collecter le rayonnement pour restituer des kilowatts-heures gratuits aux usagés. Il est constitué de quelques éléments simples : un support métallique associé à un matelas isolant en

fibres minérales sur lequel est fixé un serpentin de cuivre ; l'absorbeur, généralement noir, est le coeur du système. Ses performances, objets de toutes les attentions et gages de températures finales élevées, privilégient un excellent coefficient d'absorption et une faible émissivité ; le vitrage solaire, quant à lui, accentue l'effet de serre et limite les déperditions. Ainsi paré, le capteur est capable de restituer plus de 1000 Watts par mètre carré dans des conditions optimales. La chaleur, diffusée par le soleil sur l'absorbeur, est récupérée par un fluide caloporteur (eau + antigel ou air), circulant en circuit fermé dans le serpentin de cuivre. Ce fluide cède ses calories solaires gratuites à un accumulateur, d'apparence et de volume très ordinaires, via

un échangeur thermique immergé. Sous les latitudes tempérées, un appoint compense généralement les faibles apports solaires hivernaux, préservant ainsi un confort égal au fil des saisons. Cette énergie complémentaire peut être d'origine électrique, ou thermique si le chauffe-eau solaire est raccordé à un chauffage à combustion (gaz, fioul, bois).



Les technologies

1/ Chauffe-eau solaire monobloc ou "autostockeur"

Son principe thermosiphon naturel lui permet de s'affranchir d'alimentation électrique. Dans ce concept, ballon et capteur forment un ensemble solidaire. Un simple raccordement du réservoir sur l'alimentation eau froide en amont du capteur, et sur le circuit eau chaude en aval, garantit l'eau chaude à la maison.

Cette formule bon marché semble plutôt réservée aux DOM-TOM et plus généralement aux régions chaudes car le chauffe-eau solaire monobloc est vulnérable au gel éventuel.

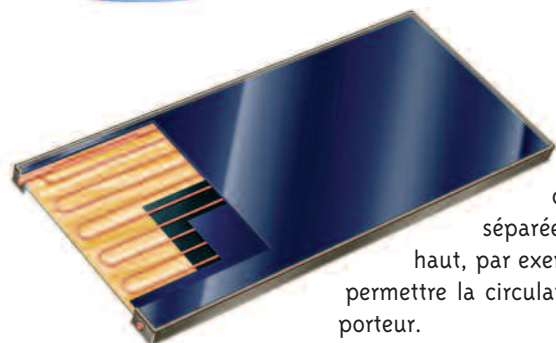


2/ Chauffe-eau solaire thermosiphon à éléments séparés

Dans ce cas également, le fluide caloporteur circule par effet thermosiphon. Cependant, à la différence du monobloc, la réserve est ici séparée des capteurs et installée plus haut, par exemple dans un grenier, afin de permettre la circulation naturelle du fluide caloporteur.

3/ Chauffe-eau solaire à éléments séparés et circulation forcée

La circulation du fluide caloporteur n'est plus naturelle, mais forcée par une pompe électrique (circulateur) à régulation électronique. Au chapitre



avantages, on notera surtout des performances élevées liées aux moindres déperditions et la possibilité d'installer le réservoir d'eau chaude à distance des capteurs, par exemple dans un garage ou un autre local thermiquement isolé.

Où installer les capteurs ?

Selon les besoins de la maisonnée, il faudra installer 2 à 6 m² de capteurs plans, toujours orientés au sud, en évitant soigneusement les ombres portées (une tolérance sud-est à sud-ouest est généralement admise). Les capteurs s'intègrent aisément en toiture, mais le respect de l'orientation impose parfois une implantation sur un mur pignon, une toiture terrasse, un bâtiment annexe ou même au sol. L'inclinaison, quant à elle, doit avoisiner 45° mais une pente de 30° à 60° est également compatible avec les usages de l'eau chaude sanitaire solaire. Toutefois, les technologies tubulaires sous vide Hi Tech (Viessmann Vitosol 200 à absorbeurs orientables) s'accommodent fort bien d'une pose verticale, offrant une grande liberté de choix d'implantation aux porteurs de projets.

Comment dimensionner l'installation ?

Le dimensionnement du chauffe-eau solaire dépend directement des consommations d'eau chaude de la famille et de l'ensoleillement du site. Ces facteurs détermineront le volume de la réserve (ballon) et la surface de captage solaire nécessaire à son approvisionnement thermique pour un taux de couverture rentable. Par exemple, dans le sud de la France, un ballon de 300 litres associé à 4 m² de capteurs couvrira environ 75 % des besoins d'une famille de 3 ou 4 personnes. Dans le Nord, une prestation au confort similaire aura recours à 6 m² de captage ; même avec une telle surface, la couverture solaire dépassera difficilement 50 %.

Le chauffe-eau solaire produit les calories nécessaires aux douches et bains, petits lavages, entretien de la maison, usages en cuisine, etc., mais aussi lave-linge et lave-vaisselle. Si chacun de ces appareils électroménagers est alimenté via un robinet thermostatique, la température de lavage est alors garantie par un réglage identique sur le programmeur et le robinet. Forts de la gratuité des apports thermiques, leurs coûts d'exploitation deviennent alors dérisoires.

Quelles que soient les options envisagées, l'évaluation précise de l'installation sera réalisée par un professionnel compétent, et sa concrétisation assurée par un artisan Qualisol. Ces conditions sont essentielles à l'attribution des aides financières publiques (ADEME, Régions, Départements, Municipalités, Crédits d'impôts).

Les coûts

Comptez environ 5 000 € TTC hors subventions pour une installation comportant 3 à 5 m² de capteurs et un ballon de 200 à 300 litres (3 à 4 personnes). Selon les prestations, les devis oscillent entre 3 500 et 7 000 € TTC.

A qui s'adresser pour bénéficier des primes ?

- ▶ Sur le site Internet de <http://www.ademe.fr/>
- ▶ Dans les Espaces Info-Energie répartis sur le territoire (coordonnées de l'espace plus proche transmis par le numéro AZUR de l'ADEME 0 810 060 050 – prix d'un appel local).

L'entretien et l'utilisation

Si le déclenchement de l'appoint est manuel, il faudra anticiper un peu et l'allumer en fin de journée les jours sans soleil. Les capteurs sont généralement garantis 10 ans (leur durée de vie excède 15 ans), le reste de l'installation 2 ans. Cette dernière doit être vérifiée une fois par an, soit par le propriétaire soit par l'installateur dans le cadre d'un contrat de maintenance, comme pour toute autre chaudière.

Trouver un installateur

Certains fabricants ou distributeurs préconisent un installateur agréé pour leur matériel. Pour garantir le sérieux de la profession, l'ADEME a mis au point une charte de qualité "Qualisol". Seuls les installateurs agréés Qualisol vous permettront d'obtenir les subventions et crédits d'impôt de l'ADEME (ils étaient près de 6 000 fin 2004). Dans tous les cas, demandez à visiter une installation déjà terminée avant de signer votre devis. La liste des installateurs agréés vous sera donnée par votre Espace Info Energie. Vous pouvez déjà consulter l'excellent site internet : www.outilssolaires.com

Comment s'y prendre ?

Pour une habitation existante, il vous faudra remplir une déclaration de travaux auprès de votre mairie. Pour une construction neuve, les capteurs doivent figurer sur la demande de permis de construire.

Conclusion

L'amortissement d'un chauffe-eau solaire dépend du climat et de la consommation d'eau chaude de la maisonnée. Il est l'un des seuls systèmes énergé-

tiques capable de garantir la gratuité de fourniture de kilowatts-heures pendant plusieurs décennies, argument prépondérant face à l'inéluctable multiplication du prix des énergies ordinaires : combien d'entre nous seront en mesure d'honorer leurs factures d'électricité, de gaz ou de fioul dans 10 ans ? L'énergie solaire est propre : l'utilisation d'un seul chauffe-eau pendant une année évite l'émission d'une quantité de Dioxyde de carbone équivalente à celle produite par une voiture parcourant 8 000 km. En moyenne, les économies réalisées effacent le surcoût au bout de 8 à 12 ans, sachant qu'un chauffe-eau solaire peut fonctionner plus de 20 ans. Mieux encore, il est aussi possible de cumuler la production d'eau chaude sanitaire solaire et celle de chauffage (plancher chauffant).

Texte : Gwenola Doaré

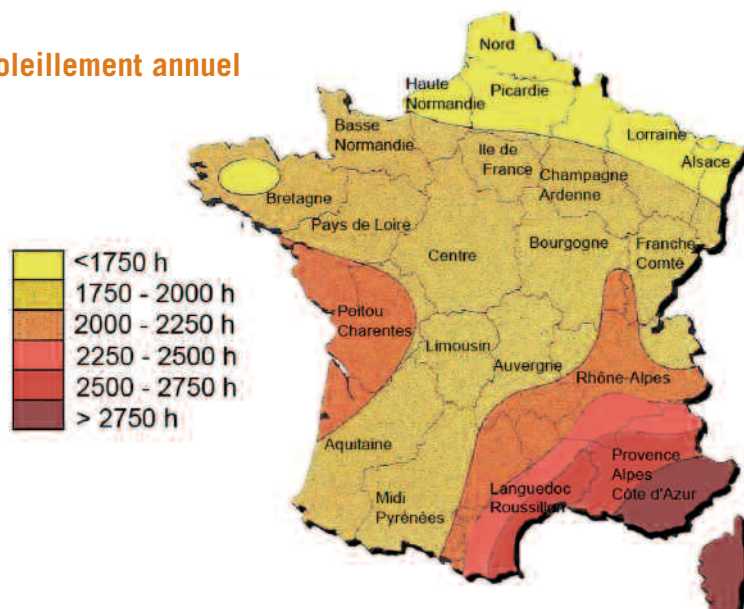
Article publié dans le numéro 1 du magazine *Habitat Naturel* (mars – avril 2005), disponible en kiosque, www.habitatnaturel.fr ou tél.: 01 45 37 01 44.

Équipement solaire thermique dans l'Union Européenne

Fin 2003 (Source : Observ'et)

Pays	Surface totale installée fin 2002 en m ²
Allemagne	5 442 100
Grèce	2 877 200
Autriche	2 711 900
France+DOM	726 500
Italie	449 900
Pays-Bas	449 000
Espagne	342 400
Danemark	306 200
Roy. Uni	215 400
Suède	210 000
Portugal	179 800
Belgique	50 100
Finlande	45 100
Irlande	4 800
Total U.E.	14 010 400

Carte de l'ensoleillement annuel



Les aides et subventions

L'ADEME :

Depuis 1999, le Plan Soleil de 1999 a permis de développer le chauffe-eau solaire en France. En 2004, 7 500 installations ont été répertoriées. A partir de 2005, les subventions de l'ADEME sont remplacées par un crédit d'impôt de 50 % sur le matériel hors pose, crédit que vous percevez même si vous n'êtes pas imposable.

Il faut que l'installation soit réalisée dans une maison principale. Dans les cas où le crédit d'impôt à 50 % pour les particuliers ne s'applique pas, l'ADEME soutiendra la diffusion des chauffe-eau solaires individuels (CESI) certifiés dans l'habitat individuel (résidence principale) à hauteur de 500 €, lorsque l'installation est assurée par un professionnel signataire de la Charte Qualisol. L'inconvénient du crédit d'impôt est le délai qui s'est fortement allongé par rapport aux aides directes. Certaines banques proposeront peut-être des prêts relais adaptés.

Le taux de TVA est de 5,5 % pour les installations dans les logements de plus de 2 ans. Le matériel installé doit avoir un avis technique du CSTB et l'installateur agréé Qualisol.

L'ANAH (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat) propose une aide de 900 € pour chauffe-eau solaires sous certaines conditions (logements de plus de 15 ans...).

Les régions : pratiquement toutes les régions accordent une aide supplémentaire allant de 460 € à 1000 €, (environ 800 € en moyenne).

Les départements : c'est le cas des Conseils Généraux des Alpes-de-Haute-Provence et du Vaucluse (350 €).

Les municipalités : certaines villes subventionnent aussi les installations, comme Niort (500 €), la Communauté d'Agglomération d'Aubagne, la Communauté du Pays d'Aix...

Construisez **écologique** !

Qui ne souhaite pas un jour posséder la maison de ses rêves ? Un souhait qui a évolué ces dernières années vers plus d'exigences : avoir sa maison ne suffit plus. Il nous faut une maison qui nous ressemble, dans laquelle on se sent bien ; une maison qui soit jolie, confortable, économique à chauffer et à entretenir, une maison qui soit propice à l'épanouissement et à la santé de nos enfants. Si en plus cette maison a un impact minimum sur l'environnement, c'est encore mieux !

Bien sûr, il y a la question du budget, mais aujourd'hui les risques d'allergies, les pollutions intérieures, les matériaux malsains sont devenus des arguments importants lors de la phase d'élaboration du projet. Au-delà de toute idéologie, on veut simplement vivre dans un environnement sain!



Bio, saine, naturelle, écologique, économique, solaire, HQE... ?

Comment s'y retrouver ?

La conception de votre maison résulte d'une série de compromis parfois difficiles à faire entre budget, esthétique, limites techniques, intégration dans le site, autorisations, savoir-faire... Sans être



spécialiste de la construction, il faudra faire des choix qui tiennent compte aussi de vos convictions et de vos envies. Il existe une multitude de possibilités dont voici quelques définitions.

La maison climatique ou bioclimatique

C'est une maison dont la conception prend en compte les données locales, à savoir, le climat et l'environnement dans lequel elle va être construite. Une analyse détaillée du terrain va permettre de décider de l'orientation de la maison sur le terrain, de sa localisation précise, des protections naturelles dont on va l'entourer, de la végétation...

L'architecture est adaptée aux conditions climatiques caractéristiques du lieu : surchauffe, vents dominants, neige, pluies... La maison bioclimatique s'ouvre au soleil pour profiter au maximum de l'énergie gratuite et se ferme au nord ou du côté des vents dominants pour se protéger du froid. Les pièces à vivre forment un espace ouvert, les pièces techniques comme le garage ou le cellier sont utilisées comme zones tampons pour les côtés froids. Souvent les chambres sont orientées au levant pour profiter de la lumière et de la chaleur du matin.

Quel que soit le style de votre maison, une approche bioclimatique est, avant tout, affaire de bon



sens et devrait être systématique. Une bonne orientation de la maison peut générer d'importantes économies de chauffage !

La maison saine

Allergies, problèmes respiratoires, nouvelles maladies chez les enfants... depuis que l'amiante a été reconnue toxique, le doute s'est installé sur de

nombreux matériaux et sur leurs effets à long terme sur notre santé. Nous connaissons mal encore les effets d'une exposition permanente aux pollutions chimiques, poussières diverses, champs électromagnétiques... même à faibles doses. Dans le doute, s'abstenir ! Une maison saine sera conçue de préférence avec des matériaux et des équipements présentant un risque minimum pour la santé ou le confort. Les peintures, y compris les peintures à l'eau, les produits de traitement, d'entretien, les colles, les installations générant des pollutions électromagnétiques, les fibres en suspension favorables aux maladies respiratoires... seront surveillées.

Une attention particulière sera apportée à l'hygrométrie de l'air ambiant (sa teneur en eau), à la qualité du sol et du sous-sol (failles, sources, émanations de radon, radioactivité...). Certains prendront aussi en considération les phénomènes énergétiques du lieu (géobiologie, Feng Shui...).

La maison biologique

La maison bio fait appel à des matériaux naturels comme le bois, la brique, la terre crue, le torchis, la pierre de taille, la chaux, les laines végétales et animales pour l'isolation, les revêtements de sols naturels, végétaux ou minéraux, les peintures d'origine végétale, à la caséine et aux pigments naturels... La qualité de l'eau et de l'air sont aussi des facteurs primordiaux (traitement, air ionisé...) le chauffage est conçu pour une énergie non fossile (pas de fioul, gaz ou charbon...).

Maison solaire

C'est une maison solaire passive (ou bioclimatique) conçue pour tirer, en plus, le maximum de l'énergie gratuite de façon "active" par la pose de cap-





teurs solaires. Selon la nature et la surface des capteurs, on pourra obtenir l'eau chaude sanitaire, le chauffage central (plancher basse température) ou l'électricité de la maison (modules photovoltaïque). La chaleur est stockée dans des masses accumulatrices qui la rediffuseront aux heures froides. Les modules photovoltaïques peuvent charger des batteries ou être reliés au réseau. L'énergie solaire nécessite toujours un appoint. Une maison solaire n'est pas forcément écologique et une maison écologique n'est pas toujours équipée de capteurs solaires.

Maison économe en énergie

Que ce soit pour des raisons financières (l'énergie coûte cher !) ou citoyennes (consommer moins d'énergie, c'est ralentir l'effet de serre et diminuer les déchets nucléaires), il est parfois très simple de limiter la consommation d'énergie par une bonne conception de la maison et un bon équipement. La réflexion porte sur la consommation d'électricité, un équipement électroménager peu consommateur et bien utilisé, une optimisation du chauffage et de l'eau chaude sanitaire, une bonne gestion de l'eau, des énergies renouvelables (bois, biomasse, éolien, solaire, géothermie...). Cette maison n'est pas forcément écologique.

L'écoconstruction

C'est la recherche du meilleur compromis possible entre les questions de santé (produits naturels), de confort (recherche d'un habitat adapté) et d'environnement (prise en compte de l'écobilan des matériaux). C'est la démarche la plus complète vers un habitat écologique, qui considère chaque étape de la construction, chaque matériau utilisé, chaque équipement sous un angle global. C'est sans doute ce qui se rapproche le plus de la maison idéale !

La démarche Haute Qualité Environnementale (HQE)

Née en 1993 au "Plan Construction" du Ministère français de l'Équipement, la démarche HQE favorise le bien-être des usagers par une meilleure maîtrise des nuisances (acoustiques, visuelles, qualité de l'air et des espaces). Elle vise une meilleure qualité de vie par une prise en compte de l'implantation et des solutions techniques et architecturales mises en œuvre, et cherche à minimiser les risques sur la santé. C'est la seule démarche officielle dans le sens de l'habitat écologique.

Et vous dans tout cela ?

Toutes les maisons devraient être construites en matériaux sains et respectueux de l'environnement, selon des concepts bioclimatiques. Toutes devraient être conçues pour être économiques à vivre. Vous êtes cependant certainement plus sensibles à certains arguments qu'à d'autres. Vous serez amené à faire des compromis entre ce qui est réalisable et la théorie, mais vous ferez certainement mieux que si vous ne vous souciez de rien dans le processus de construction de votre maison. L'accomplissement d'un rêve que l'on a parfois caressé depuis longtemps mérite bien quelques recherches, quelques réflexions et les conseils de plusieurs personnes avisées. Pensez que le coût de votre maison n'est pas seulement celui de la facture de votre constructeur, architecte ou maître d'œuvre, mais aussi celui de ses consommations futures, de son entretien ou de sa rénovation, voire de sa destruction à long terme. Le surcoût engendré par une maison conçue dans une optique respectueuse de l'environnement sera vite compensé par des économies d'énergie et d'entretien. Sans compter que la santé de vos enfants et le bien-être de votre famille n'a pas de prix ! Enfin, l'avenir de notre planète est entre vos mains, alors construisez citoyen !

Habitat et santé

L'habitat doit concilier protection de la santé et de l'environnement.

La qualité de l'habitat se mesure par sa durabilité, sa sécurité, son utilisation, son entretien mais aussi par son impact sur la santé lors de sa mise en œuvre et lors de son occupation. Parmi les questions émergeant actuellement, les dégradations de la qualité de l'air intérieur et de l'environnement acoustique sont les préoccupations majeures, tant



Du bois !

L'utilisation du bois dans la maison, que ce soit en gros œuvre (maison ossature bois, en bois massif, à poteau-poutre, à colombage...) ou en second œuvre (cloisons, lambris, parquets...), est intéressante à plus d'un titre. Outre son esthétique et sa chaleur naturelle, le bois est un bon isolant et un excellent régulateur de l'hygrométrie ambiante. C'est un matériau sain, vivant, renouvelable et disponible en grande quantité. D'un point de vue environnemental, l'utilisation du bois contribue à la lutte contre les gaz à effet de serre. C'est un puits de carbone : lors de sa croissance dans la forêt, l'arbre capte et stocke le gaz carbonique atmosphérique. Si le bois est utilisé, il conserve ce carbone. Si le bois est brûlé et se décompose, il ne rejette dans l'atmosphère que ce qu'il a stocké lors de sa formation. Plus l'arbre est jeune, plus il capte de carbone. Les arbres coupés à maturité laissent place à de nouvelles plantations. Les forêts d'Europe sont gérées durablement, chaque année leur surface augmente. Construire en bois est ainsi un acte écologique !



dans la construction que dans la réhabilitation. Les opérations de rénovation apportant une plus grande étanchéité des bâtiments peuvent, en l'absence d'une évaluation correcte du renouvellement d'air, augmenter l'humidité intérieure et ses conséquences sur le bâti et sur les occupants, par exemple. Une prise en compte globale des risques sanitaires liés au bâtiment commence enfin à apparaître et à se structurer de manière cohérente en France. Le Secrétaire d'Etat au Logement a présenté en septembre 99 les grandes orientations du programme pluriannuel de prévention "Bâtiment et Santé" qui vise à identifier, évaluer et prévenir les risques. Ce programme a créé un Observatoire de la qualité de l'air intérieur des bâtiments et prévoit la réalisation d'enquêtes épidémiologiques, une meilleure information du public sur l'impact des matériaux de construction sur la santé lorsqu'ils sont mis en œuvre et qu'ils vieillissent, une amélioration des règles et des techniques de ventilation et de climatisation.

Habitat et environnement

L'habitat a une influence directe sur la santé en modifiant les ressources de l'environnement global: air, eau, énergie, déchets, végétation, transports... Rappelons que le bâtiment est un important consommateur d'énergie (il participe à l'effet de serre, aux pluies acides, aux problèmes de stockage des déchets nucléaires...), de ressources naturelles (roches, minéraux, arbres), d'eau potable... C'est aussi un producteur de déchets, lors de la construction, de son utilisation et de sa démolition et une source de rejets de polluants de l'air et d'eaux usées et pluviales.

Concilier santé et environnement

Les bâtiments ont une durée de vie élevée. Les choix effectués au moment de la conception ou de la rénovation auront des conséquences durables sur l'homme et son environnement. Les deux paramètres, santé et environnement, doivent être pris en considération ensemble et non séparément. Ce qui est bon pour l'environnement ne l'est pas forcément toujours pour la santé : les économies d'énergie ont par exemple incité parfois à baisser la température de l'eau chaude sanitaire. Or, une eau inférieure à 50°C favorise le développement des légionelles, bactéries responsables de pathologies respiratoires. C'est encore l'exemple du phosphogypse, sous-produit de l'industrie des engrais. Il a été utilisé pour remplacer le gypse de carrière pour la fabrication du plâtre, mais sa radioactivité s'est avérée dans certains cas 30 fois supérieure à celle du plâtre naturel ! Faute de préserver la qualité de l'habitat lors de la construction, il faudra multiplier ensuite les procédés les plus sophistiqués pour tenter de l'améliorer. Contrôler les sources de nuisances en amont est une stratégie plus efficace et moins coûteuse que de chercher ensuite à les diminuer. Les prescriptions de réalisations d'habitats sains se situent en amont de la maladie et contri-

buent à l'éviter. Si la maîtrise de l'Habitat Qualité Santé est indispensable, elle doit être associée à une incitation des occupants à une écogestion — écologique et économique— pour éviter que leurs comportements ne réduisent ou annulent les efforts d'une bonne conception de l'habitat.

En résumé, construire écologique c'est :

- ▶ accéder à un "mieux-être" et à une meilleure santé,
- ▶ économiser de la matière et de l'énergie,
- ▶ respecter l'environnement et préserver la biodiversité et l'écosystème de notre planète (eau, air, sol, forêts, animaux, etc.).
- ▶ mettre en oeuvre des solutions durables, des produits et matériaux naturels, traditionnels, innovants et non polluants,
- ▶ améliorer la qualité de vie à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

C'est prendre en compte :

- ▶ la qualité de l'air (chimique, physique, statique, biologique, conforté)
- ▶ la qualité de l'eau (chimique)
- ▶ la qualité de la lumière (carence, physique)
- ▶ la qualité du confort (acoustique, thermique)
- ▶ la qualité des matériaux (toxicité, durabilité).
- ▶ La possibilité de faire appel à des sources d'énergies renouvelables : bois, géothermie, solaire et éolien.

Textes : Gwenola Doaré

Article publié dans le numéro 1 du magazine Habitat Naturel (mars — avril 2005), disponible en kiosque, www.habitatnaturel.fr ou tél. : 01 45 37 01 44

Contacts et infos :

Ademe : n° Azur 0 810 060 050

Site : www.ademe.fr



De l'air !

On passe souvent plus de temps dedans que dehors et aujourd'hui si nos habitations sont correctement isolées c'est parfois au détriment de la ventilation et donc de la qualité de l'air intérieur que nous respirons. De plus en plus de personnes se plaignent d'allergies, d'irritations des yeux ou des voies respiratoires, troubles de sommeil, maux de tête ou manifestations de nervosité dans un logement neuf ou rénové. Pour ne pas gaspiller de chaleur, on hésite à ouvrir les fenêtres, nous confinant dans une atmosphère parfois chargée en produits toxiques... L'idéal est bien sûr de ne pas faire entrer de toxiques dans la maison, donc d'éviter les produits chimiques, les matériaux traités chimiquement au moins dans les aménagements intérieurs et dans l'ameublement. Décrétez votre maison non fumeur! Retirez vos chaussures à la maison ! Ne surchauffez pas votre intérieur ! Un pull vaut parfois mieux qu'une température excessive (19° sont largement suffisant, 22° dans la salle de bain et 16° dans la chambre pour bien dormir). Faites ramoner votre conduit de cheminée chaque année et ventilez la pièce lorsque vous faites du feu. Contrôlez régulièrement votre chaudière à gaz, elle peut émettre du monoxyde de carbone et d'autres substances toxiques. Ventilez la pièce où elle se trouve. Aérez !



Choisir les bons matériaux...

Privilégiez les matériaux dont la fabrication est économique en énergie, peu polluante et essentiellement à base de matières premières renouvelables. Les matériaux ne doivent présenter aucun risque que ce soit lors de leur fabrication, de la pose et de leur utilisation, pour la santé des artisans et des habitants. Ils sont idéalement esthétiques et recyclables ou biodégradables.

Les moins

Béton armé

Fabrication polluante et grosse consommatrice d'énergie. Difficilement recyclable.

Laine de verre et de roche

Présence de microfibrilles pouvant provoquer des maladies des voies respiratoires. Difficilement recyclable.

Isolants en polyuréthane et polystyrène

Présence, dans la mousse de polyuréthane, d'isocyanates pouvant provoquer des allergies. Sous-produits de la fabrication de gaz propulseurs contribuant à détruire la couche d'ozone. Non biodégradables.

Formaldéhyde

Très utilisé dans les panneaux agglomérés, les tissus d'ameublement, les tapis, les moquettes. Irritant, provoque des allergies et pourrait être cancérigène.

Les solvants

Présents dans de nombreux vernis et peintures, ils dégagent des vapeurs qui peuvent être toxiques.

Le PVC

Le PVC est de plus en plus mis en cause pour ses éventuels effets sur la santé et sur l'environnement. Produit à partir d'éthylène et de chlore ou d'acide chlorydrique, il contient des stabilisants à base de plomb ou de cadmium et des plastifiants (phtalates) et génère des déchets conséquents. En cas d'incendie, le PVC libère des substances très toxiques. Les villes allemandes de Bonn, de Munich et de Berlin ont décidé de renoncer à l'utilisation de ce matériau.



Les plus

Le bois

Matière première renouvelable et naturelle. C'est un matériau esthétique, chaleureux qui contribue à la régulation hygrométrique de la maison. Il constitue un puits de carbone et ne relâche dans l'atmosphère que la quantité exacte de carbone qui a été captée lors de la croissance de l'arbre.

La pierre

Mauvais isolant en général, la pierre naturelle a cependant l'avantage de capter la chaleur et de la restituer plus tard. La pierre est toujours un peu poreuse, elle absorbe la vapeur si besoin et sèche facilement. Elle est surtout intéressante si elle peut être trouvée localement.

La terre crue

La terre, le plus ancien et le plus abondant des matériaux, a longtemps été utilisée à l'état brut. C'est un matériau sain qui respire et qui revient à la mode avec notamment la brique de terre crue compressée.

La brique

La brique monomur alvéolaire permet notamment une construction simplifiée et efficace puisqu'elle ne nécessite pas d'isolation complémentaire, d'enduit externe ou de parement interne.

La chaux

C'est un liant tout aussi efficace que le ciment mais moins énergivore, plus traditionnel, plus sain, plus beau, plus respirant...

Les isolants naturels

Chanvre, liège, laine de lin, laine de mouton, cellulose, fibres de bois compressées... ont toujours une capacité d'absorption de l'humidité ambiante contrairement aux isolants modernes. Ils génèrent peu de poussière, peu de risques d'allergies et d'irritations lors de la pose et sont recyclables et chimiquement neutres.

Les finitions naturelles

Peintures à base de caséine, aux silicates, à base de chaux, pigments naturels, enduits, badigeons... ne libèrent aucune substance toxique et ont un bon comportement hygrométrique.



Et bien d'autres...

En savoir plus

► Le Guide de l'Habitat Ecologique

Un guide complet : 2000 adresses et contacts en habitat sain et énergies renouvelables, des centaines d'astuces et de conseils en écoconstruction, une aide à la réflexion écologique et aux choix durables. Deux ouvrages en un : un texte explicatif sur l'habitat écologique et un annuaire des professionnels de l'écoconstruction. Livre format "poche", 1296 pages. 18 €

► La maison des négawatts - Le guide malin des économies chez soi

Comment réduire de moitié vos factures de chauffage et d'électricité sans perte de confort? Rempli de conseils pratiques et d'adresses utiles, c'est une lecture indispensable pour construire ou rénover son logement, choisir un système de chauffage ou bien acquérir un appareil électroménager performant. Livre de 155 pages, 12 €

► Maisons écologiques d'aujourd'hui

Magnifiquement illustré par de nombreuses photos en couleur, ce livre présente 32 réalisations récentes dans toute la France. Avec 1 fiche technique pour chaque maison. Livre de 144 pages, 32 €

► Poêles, inserts, et autres chauffage au bois

Les nouveaux matériels performants et économes. Un guide indispensable pour connaître cette énergie renouvelable résolument moderne. Livre de 102 pages -12,65 €

► Fraicheur sans clim' - Le guide des alternatives écologiques

La clim vous rafraîchit en réchauffant la planète... comment éviter d'y avoir recours? Un livre très pratique pour tous, locataires ou propriétaires, campagnard ou citadin. Livre de 160 pages - 19,50 €

► Les Bricothèmes : hors-série. Énergies renouvelables

Bourré de nombreux conseils et adresses, c'est un dossier très technique pour fabriquer sa propre installation en énergies renouvelables (solaire, éolien, biogaz, géothermie...). Magazine de 84 pages : 5,30 €

Tous les livres présentés ici ont été sélectionnés. Ils peuvent être commandés directement au Réseau "Sortir du nucléaire" 9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire").

Merci d'ajouter les frais d'envoi :
- 1 livre : 3 €
- plusieurs : 4,50 €

Le déclin **inélu**ctable du nucléaire

On peut lire ici ou là que le nucléaire reviendrait en force, qu'il nous protégerait de la montée du prix de l'énergie et, tant qu'on y est, du réchauffement climatique.

Or, le gouvernement vient de le reconnaître, la facture énergétique française s'est littéralement envolée : + 35 % en 2005, et ce sera pire encore en 2006. Quant au climat, la canicule 2003 et les sécheresses 2005 et 2006 sont là pour témoigner que la France n'est pas plus épargnée que les autres pays.

Où est donc passé le "miracle nucléaire" qui nous est tant vanté ? C'est tout simple : le trio pétrole-gaz-charbon représente 80 % de la consommation énergétique dans le monde, et tout de même 72 % en France où l'atome, malgré 58 réacteurs, plafonne à 17 % (car l'électricité n'est qu'une petite part de l'énergie globale).

Dans le monde, le nucléaire ne représente que 6 % de la consommation d'énergie : une part bien trop marginale pour avoir une quelconque chance de remplacer les énergies fossiles ou d'empêcher le réchauffement climatique.

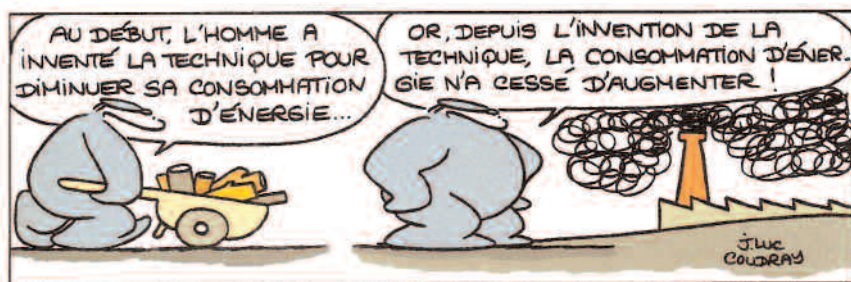
Qui plus est, c'est une part sur le déclin : l'Agence internationale pour l'énergie, pourtant favorable au nucléaire, a récemment reconnu (World Energy Outlook) qu'il descendrait à 4 % vers 2030. En effet, dans les vingt ans à venir, au moins 250 des 440 réacteurs actuellement en fonction sur Terre seront fermés, car arrivés en fin de vie. Si les réacteurs annoncés sont réellement construits, ce qui reste à prouver, ils ne compenseront même pas les fermetures de réacteurs qui, elles, sont inéluctables.

Une lourde facture

Ainsi, aux Etats-Unis, la seule certitude est que la moitié des 104 réacteurs actuels vont fermer dans les vingt ans. En Chine, le programme "gigantesque" annoncé permettra au nucléaire de parvenir royalement à 0,5 % de l'énergie de ce pays ! Idem en Inde. En Allemagne, personne n'envisage de nouveaux réacteurs : au pire, les centrales ne seront pas fermées de façon anticipée, mais la fin du nucléaire est inéluctable.

En Grande-Bretagne, les annonces de Blair ont été contrées par un rapport parlementaire réunissant la droite et la gauche. C'est que la facture nucléaire

s'annonce au moins aussi lourde que celle des énergies fossiles : les Britanniques ont estimé à 100 milliards d'euros le démantèlement de leurs 20 installations. Par comparaison, le coût en France atteindra la somme inouïe de 500 milliards d'euros, à laquelle il faut ajouter le coût incalculable des déchets nucléaires et les immenses sommes publiques investies dans le nucléaire depuis cinquante ans.



L'uranium s'épuise lui aussi

Qui plus est, au rythme actuel de consommation, les réserves mondiales d'uranium (le combustible des centrales) sont estimées à quatre-vingts ans : elles seront épuisées avant celles de pétrole, et le prix de l'uranium va s'envoler lui aussi. D'ailleurs, une bonne part des réserves a été préachetée par la Chine, et la France, qui importe 100 % de son uranium, va découvrir sous peu que la supposée indépendance énergétique apportée par le nucléaire n'existe pas.

L'industrie nucléaire, consciente de sa probable disparition, en est réduite à annoncer des réacteurs dits "de quatrième génération" (pour donner une impression d'avancée technologique) qui, en réalité, sont en échec depuis cinquante ans dans les pays qui ont tenté de les faire fonctionner : Russie, Etats-Unis, Japon, et France avec le fiasco de Superphénix.

Il n'y aura donc pas de "grand retour du nucléaire". Pour laisser aux générations futures une Terre habitable, il faut simultanément lutter contre le réchauffement climatique ET sortir du nucléaire, par un développement massif des économies d'énergie principalement dans les pays riches et des énergies renouvelables, partout sur la planète. Utopique ? Au contraire, c'est la seule voie d'avenir.

Stéphane Lhomme

Porte-parole du Réseau Sortir du nucléaire



"L'Insécurité nucléaire", Stéphane Lhomme. Livre de 250 pages (Editions Yves Michel). Unité : 18 euros (port compris). A commander à : Réseau "Sortir du nucléaire" 9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04. Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire".

Bonne nouvelle

Si fin 2003, la Finlande décidait de construire un prototype EPR, depuis cette date, aucun nouveau réacteur nucléaire n'a démarré en Europe alors que dans le même temps huit réacteurs ont été définitivement arrêtés :

- ▶ Grande-Bretagne : les 4 réacteurs Chapelcross (4x50 MWe) en juin 2004,
- ▶ Lituanie : le réacteur Ignalina (1185 MWe) en décembre 2004,
- ▶ Allemagne : le réacteur Obrigheim (340 MWe) en mai 2005,
- ▶ Suède : le réacteur Barsebäck-2 (600 MWe) en mai 2005,
- ▶ Espagne : le réacteur Jose Cabrera-1 (142 MWe) en avril 2006.

La France pourrait abandonner le nucléaire en 30 - 40 ans



Que se passerait-il si la France abandonnait le nucléaire civil, qui représente aujourd'hui près de 80% de sa production électrique, au profit d'énergies plus propres ?

Le cas a été étudié par l'institut de recherche américain, Institute for Energy and Environmental Research (IEER), qui joue un rôle de consultant sur les énergies alternatives auprès du conseil des gouverneurs des Etats américains. Il a publié un rapport en mai 2006, *Low-Carbon Diet without Nukes in France* (Faibles émissions de dioxyde de carbone sans nucléaire).

mêmes options économiques qu'une politique énergétique basée sur la poursuite d'une forte production nucléaire et de fortes émissions de carbone, mais sans énergie nucléaire et avec une réduction substantielle des émissions de dioxyde de carbone.

"L'industrie nucléaire met en avant l'énergie nucléaire comme une des solutions pour lutter contre le réchauffement de la planète" déclare Annie Makhijani, coauteur du rapport et responsable scientifique à l'IEER. "Mais l'énergie nucléaire est, à long terme, à l'origine de graves problèmes par les risques liés à la prolifération, par les accidents nucléaires graves et par la vulnérabilité vis-à-vis du terrorisme. C'est un compromis qui n'est pas souhaitable. L'analyse de l'IEER montre qu'il est possible, même en France, d'envisager un avenir avec de faibles émissions de dioxyde de carbone, sans recourir à l'énergie nucléaire."



En France, l'énergie nucléaire fournit 75 à 80 pour cent de l'électricité. En conséquence les émissions de carbone par unité de Produit national brut (PNB) sont parmi les plus basses des pays européens. Ainsi, à l'horizon 2008-12, selon le Protocole de Kyoto, la France devra seulement stabiliser ses émissions de gaz à effet de serre à leur niveau de 1990 alors que les autres pays européens sont tenus de réduire les leurs de 8 pour cent.

Le nucléaire n'empêche pas l'effet de serre

Pourtant, l'énergie nucléaire n'a pas pu empêcher l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. L'étude montre qu'en dépit de la quasi élimination du fioul dans le secteur électrique français, à partir de 1973 et de la réduction du charbon, les émissions de gaz à effet de serre demeurent élevées et continuent de croître. Ceci tient au fait que les émissions de gaz à effet de serre sont dues au secteur des transports ainsi qu'à l'utilisation du fioul et du gaz naturel dans les secteurs résidentiel, commercial et industriel.

Selon le rapport, la difficulté n'est pas liée à une pénurie de sources d'énergie sans carbone mais réside dans le fait que les ressources sont affectées d'une façon disproportionnée à l'énergie nucléaire au détriment des autres énergies. Des études officielles, sur l'utilisation du plutonium comme com-

Etude américaine sur la France

Malgré son option majoritairement nucléaire, énergie dite propre, la France voit ses émissions de gaz à effet de serre augmenter à cause des transports polluants, l'étude démontre qu'avec des technologies déjà existantes et une nouvelle politique énergétique, le pays pourrait se passer du nucléaire d'ici trois ou quatre décennies et en même temps réduire les émissions de dioxyde de carbone de 40 pour cent.

Pour les partisans du nucléaire, la France est souvent présentée comme l'exemple à suivre puisqu'elle produit presque 80 pour cent de son électricité à partir du nucléaire, lequel produit une quantité négligeable de gaz à effet de serre. Le rapport de l'Institute for Energy and Environmental Research (IEER) est le premier à présenter les technologies et la politique énergétique qui permettent de respecter les mêmes choix de mode de vie et les

bustible dans 20 réacteurs français, indiquent que ce secteur de l'énergie nucléaire est annuellement subventionné à hauteur d'environ 1 milliard d'euros. Pourtant, jusqu'à ces dernières années l'investissement total dans l'éolien n'avait même pas atteint le subventionnement accordé chaque année au plutonium.

"En l'absence d'importants progrès dans l'efficacité énergétique du secteur des transports et dans le chauffage résidentiel et commercial, il ne sera pas possible de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre en France" déclare le Dr Arjun Makhijani, président de l'IEER et coauteur du rapport. "Les technologies sont parvenues à un stade commercial ou pré-commercial. Malheureusement, la fascination des pouvoirs publics pour l'énergie nucléaire, qui se traduit, entre autres, par des subventions massives en faveur de la production du combustible au plutonium, réserve un rôle secondaire aux autres aspects de la politique énergétique."

Faire appel aux technologies de pointe

L'IEER présente deux scénarios s'appuyant sur des projections économiques officielles de forte consommation d'énergie pour montrer que l'élimination progressive de l'énergie nucléaire se ferait sur une période de 30 à 40 ans avec, parallèlement, une mise en place de mécanismes de réduction importante des émissions de dioxyde de carbone. Les scénarios se tournent vers des technologies déjà commerciales et des technologies avancées pour atteindre 20 et 40 pour cent de réductions de CO2 avec une élimination progressive de l'énergie nucléaire. L'IEER admet qu'il faudra éliminer l'énergie nucléaire progressivement plutôt qu'abruptement, non seulement parce que celle-ci représente une large part de la production d'électricité mais aussi parce que l'abandon prématuré des centrales existantes risquerait de détourner des ressources économiques qui pourraient être investies dans une amélioration de l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, notamment l'éolien.

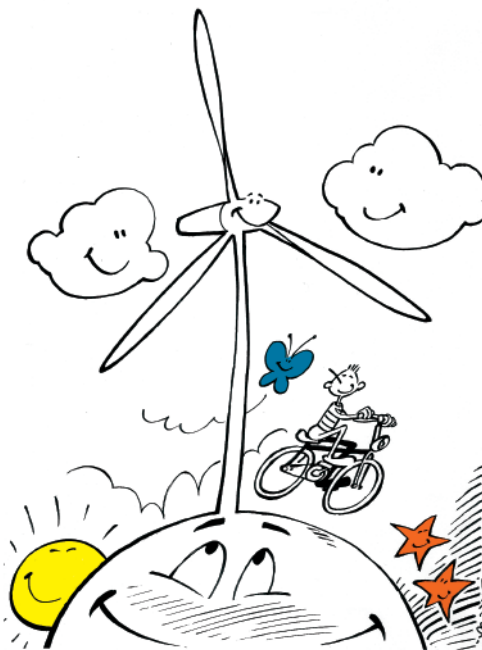
"Il est inévitable que pour aboutir au même pourcentage de réduction des émissions de dioxyde de carbone qu'aux Etats-Unis, la France devra faire plus largement appel aux technologies de pointe," déclare le Dr Arjun Makhijani, l'auteur, en 2001, d'une étude similaire sur le secteur énergétique des Etats-Unis. "Mais le pays qui investit dans cet avenir se trouvera en position de leadership technique et économique pour la réduction des gaz à effet de serre."

"La France a malheureusement choisi d'être le leader de la technologie nucléaire," remarque Annie Makhijani. "Mais la France et le reste du monde ignorent les signes avant-coureurs, notamment la déclaration du leader du parti travailliste japonais, Ichiro Ozawa, selon lequel le secteur civil de l'éner-

gie nucléaire pourrait produire du plutonium pour les armes nucléaires."

Important changement de politique énergétique

La compagnie française AREVA, en majorité détenue par l'Etat français fournit des services de retraitement des combustibles irradiés aux électriciens japonais. Le Japon possède un important stock de plutonium séparé, dont une partie est entreposée en France et l'autre au Japon.



Le rapport note qu'un avenir sans émissions de carbone et sans énergie nucléaire pour la France, pour le milieu du 21^{ème} siècle, fera appel à d'importants changements technologiques et de politique énergétique, notamment :

- ▶ des réglementations imposant une consommation d'essence de 2,4 litres/100 kilomètres aux voitures neuves dès 2020 et des améliorations de la consommation d'essence des voitures de livraisons et des camions.
- ▶ des améliorations des systèmes de chaleur et de refroidissement dans les secteurs résidentiel et commercial qui utilisent des technologies existantes comme la cogénération et les pompes à chaleur géothermiques.
- ▶ des achats de la part du gouvernement de technologies de pointe en vue de stimuler l'innovation au lieu de crédits d'impôts pour les technologies existantes.
- ▶ l'abandon du retraitement et l'arrêt des centrales nucléaires au fur et à mesure qu'elles atteignent la fin de leur durée de vie (40-45 ans après leur mise en service).
- ▶ une politique nationale pour mettre l'éolien, le gaz naturel et le pompage hydroélectrique et, dans le scénario faisant appel à des technologies très avancées, des cellules photovoltaïques solaires, au centre du secteur électrique.

Contact



INSTITUTE FOR ENERGY AND ENVIRONMENTAL RESEARCH (IEER) Arjun Makhijani ou Annie Makhijani
Tél : (301) 270-5500
Fax : (301) 270-3029
e-mail: ieer@ieer.org

Le rapport intégral est téléchargeable sur le site web de l'IEER :
<http://www.ieer.org/reports/energy/france/>

L'Iran, la bombe : comment sortir du piège nucléaire ?

Le rapport remis par le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed El Baradei, à l'ONU le 28 avril 2006, confirme que le régime iranien accélère son programme d'enrichissement d'uranium au mépris des demandes du Conseil de sécurité mais s'avoue incapable de déterminer si le pays cherche à se doter d'une bombe atomique...

Toutefois, il confirme que l'Iran est bel et bien parvenu à produire de l'uranium faiblement enrichi comme l'a clamé le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, le 11 avril dernier sur la télévision nationale... Ce qui n'est pas, en soi, contraire aux règles du Traité de non-prolifération (TNP) - dont l'Iran est signataire depuis son adoption en 1970 - même si "l'enrichissement est un programme militaire latent" comme l'expliquait Mohamed El Baradei. "Tel qu'est le traité actuellement, tout

pays a le droit d'enrichir l'uranium s'il annonce que c'est pour la production d'électricité." Ce que ne cesse d'ailleurs d'affirmer les dirigeants iraniens, maniant en cela parfaitement la langue de bois, mais sans que les inspecteurs de l'AIEA n'aient pu jusqu'à présent prouver le contraire.

En effet, la complexité du processus de fabrication des matières nucléaires — allié au caractère particulièrement hypocrite du Traité de non-prolifération (TNP) — facilite les possibilités pour l'Iran de masquer l'avancée de son programme militaire. Mais, sans oublier non plus qu'avoir la capacité de "faire" une bombe est une chose, celle de constituer un système militaire nucléaire opérationnel venant menacer les autres États de la région ou les puissances occidentales, en est une autre !

programme militaire. Mais, sans oublier non plus qu'avoir la capacité de "faire" une bombe est une chose, celle de constituer un système militaire nucléaire opérationnel venant menacer les autres États de la région ou les puissances occidentales, en est une autre !

Des ambitions au seuil...

"L'arme nucléaire est une arme inutilisable ; elle ne fait pas partie de notre stratégie. L'Iran ne veut pas d'arme nucléaire et il n'en a aucune" a affirmé, sans sourciller, le 6 mai dernier, M. Seyed Ali Moujani, le chef de mission de l'ambassade de la République islamique d'Iran en France, devant les 150 participants aux deuxièmes Rencontres internationales de Saintes pour le désarmement nucléaire, biologique et chimique.

Pourtant, dès son démarrage — au milieu des années 1970 — le programme nucléaire iranien comportait une dimension militaire. Mais à l'épo-

que sans que nul n'y trouvait à redire... Le Shah, alors à la tête de l'État, était un allié des États-Unis et d'Israël. Nous étions en pleine guerre froide et il s'agissait de contrer l'ex-URSS. La France (via notamment une prise de participation de l'Iran dans l'usine d'enrichissement Eurodif) et l'Allemagne coopéraient avec Téhéran. Washington ne voyait pas là de quoi s'indigner !

Après le renversement du Shah et l'instauration d'une République islamique, les nouveaux dirigeants iraniens ont donné un coup d'accélérateur au programme nucléaire à partir du milieu des années 1980, sous couvert de menace d'invasion par l'Irak de Saddam Hussein et afin de sanctuariser leur territoire.

La crise entre l'Iran et la communauté internationale a rebondi lorsque, le 14 août 2002, Alireza Jafarzadeh, représentant en exil du Conseil national de la résistance iranienne (www.ncr-iran.org/fr), révèle la construction en Iran de deux sites nucléaires secrets à Natanz (enrichissement de l'uranium) et Arak (production d'eau lourde).

L'élection en juin 2005 de l'ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad à la tête de l'État ne fait que conforter cette volonté de l'Iran d'affirmer son rôle de puissance régionale et de prétendre au leadership du monde musulman dans un jeu de confrontation sur la scène internationale et de renforcement d'un pouvoir autoritaire sur le plan interne. La maîtrise du cycle complet du nucléaire lui permettra de s'imposer, tenir son rang, tout en rendant son territoire inattaquable sur un plan militaire.

Le déploiement d'une arme nucléaire iranienne représente avant tout une menace pour le Moyen-Orient déjà largement en proie à des tensions et des conflits ; elle contribuera également à relancer la course aux armements nucléaires. La prolifération nucléaire menace moins à court terme le territoire des puissances occidentales — et tout particulièrement celui des États-Unis — que la capacité de ces derniers à projeter de la puissance et à intervenir dans les affaires mondiales pour imposer leur conception et, in fine, leur domination économique.

Le Moyen-Orient, "zone dénucléarisée" ?

Le Traité de non-prolifération (TNP) n'est pas "le pire des systèmes à l'exclusion de tout autre". La crise iranienne puise son "carburant" dans les fon-



dements même de ce traité qui repose, d'une part, sur une discrimination entre États s'octroyant le droit de posséder un armement nucléaire et États interdits d'accès à la dissuasion nucléaire ; et, d'autre part, sur le paradoxe de vouloir contraindre la prolifération nucléaire militaire en favorisant le développement du nucléaire civil, alors que s'il est un domaine où la dualité est de mise, c'est bien celui-là.

Certes, les États dotés d'armes nucléaires ont réduit leurs arsenaux, mais c'est avant tout pour des raisons budgétaires et au prix d'une amélioration qualitative (renforcement de la miniaturisation et du durcissement des têtes nucléaires) sans cesse renouvelée. Sans compter qu'ils conservent quand même de quoi faire sauter plusieurs fois la planète...

De plus, l'accord qu'a conclu le président Bush avec l'Inde est venu saper les bases sur lesquelles repose le TNP. En effet il permet à l'Inde — puissance nucléaire non signataire du TNP — de bénéficier du même accès aux technologies nucléaires "civiles" que les États non dotés d'armes nucléaires signataire du TNP ! Cette politique du "deux poids deux mesures" reflète le cynisme de la "raison d'État" face aux enjeux économiques face à une grande puissance devenue un acteur incontournable de la mondialisation et qu'à ce titre, il s'agit de ménager...

En 1995, la conférence de révision du TNP "avait, sous pression égyptienne, adopté une résolution soutenue par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie appelant à "l'établissement au Moyen-Orient d'une zone libre d'armes de destruction massive ainsi que de leurs vecteurs et, effectivement vérifiable". Une résolution réaffirmée en l'an 2000 lors de la Conférence suivante mais restée vœu pieu car son application supposait notamment qu'Israël — dont l'arsenal est estimé à 200 ogives nucléaires environ — entre dans le TNP et place ses activités nucléaires sous le contrôle de l'AIEA. "Or, non seulement les États-Unis n'ont rien fait pour rendre effectif ce projet de dénucléarisation régionale, mais ils ont élaboré une nouvelle doctrine dite de contre-prolifération prévoyant l'usage préventif de la force — y compris nucléaire — contre tout pays "hostile" qui essaierait d'acquérir des armes de destruction massive (ADM) ."

Pourtant ne s'agit-il pas là de la seule piste qui permettrait une sortie par le haut de cette crise qui mobilise la communauté internationale depuis déjà de nombreux mois : la mise en place d'une zone exempte d'arme nucléaire sur l'ensemble du Moyen-Orient ? Comme d'ailleurs le TNP en prévoit la possibilité (article VII). Aujourd'hui, il existe déjà cinq zones dénucléarisées (les continents d'Antarctique et de l'Afrique, les régions de l'Asie du sud-est et de l'Amérique latine et des Caraïbes, les territoires du Pacifique au sud de l'Equateur) qui couvrent plus de la moitié du globe (11 pays) et abritent près de 1,7 milliard de personnes .

Patrice Bouveret (CDRPC)



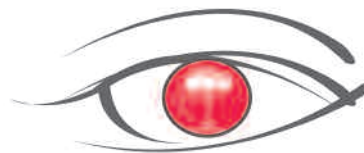
En savoir plus



- *Le Complexe nucléaire. Des liens entre l'atome civil et l'atome militaire*, Bruno Barrillot, co-édition Observatoire des armes nucléaires françaises/CDRPC et Réseau "Sortir du nucléaire", 2005, 144 pages, 13 euros, port compris (à commander au Réseau "Sortir du nucléaire"). Indispensable.

- *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Thérèse Delpech, Éditions Autrement, collection Ceri, 2006, 144 pages, 15 euros. Nous ne partageons pas toutes les conclusions de l'auteure, mais cet ouvrage est utile pour mesurer la part de responsabilité des différents acteurs dans la partie de poker nucléaire qui se joue avec l'Iran.

OBSERVATOIRE DES ARMES NUCLEAIRES FRANÇAISES



Créé en 2000 sous la responsabilité du Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits (CDRPC), l'Observatoire des armes nucléaires françaises se situe dans la perspective de l'élimination des armes nucléaires conformément aux vœux du Traité de non-prolifération. Pour cela, il a développé un outil indépendant d'expertise (création de base de données, publication d'études, action de formation et d'information, etc.) afin de permettre à la société civile (associations, syndicats, organisations politiques, médias, élus, etc.) de porter un regard plus critique et responsable sur l'armement nucléaire en particulier de la France.

CDRPC

187, montée de Choulans, 69005 Lyon - France

Tél : 33 (0)4 78 36 93 03

Fax : 33 (0)4 78 36 36 83

Email : cdrpc@obsarm.org

Internet : www.obsarm.org

Tchernobyl : un tournant de l'histoire

Par Mikhaïl Gorbatchev, dernier président de l'URSS

La catastrophe de Tchernobyl m'a ouvert les yeux comme rien ne l'avait fait jusque là: elle a montré les conséquences dramatiques de l'énergie nucléaire, même celle que l'on utilise à des fins non militaires.

Plus encore que le lancement de ma politique de Perestroïka, l'incendie de Tchernobyl il y a tout juste 20 ans a peut-être été la véritable origine de l'effondrement de l'Union Soviétique 5 ans plus tard. La catastrophe de Tchernobyl constitue un tournant de l'histoire : il y a un avant, et un après très différent.

Personne ne connaissait la vérité

Le matin même de l'explosion à la centrale le 26 avril 1986, le Politburo s'est réuni pour discuter de la situation, et a mis en place une commission gouvernementale chargée de gérer les conséquences. Cette commission devait contrôler la situation et assurer la prise de mesures importantes, en particulier concernant la santé des populations de la zone de l'accident. De plus, l'Académie des Sciences a réuni d'éminents scientifiques qui furent immédiatement envoyés dans la région.

que l'impact principal de l'explosion toucherait l'Ukraine en premier lieu, mais la Biélorussie au nord-ouest fut plus gravement touchée, puis la Pologne et la Suède essayèrent les retombées.

Evidemment, le monde fut d'abord informé de la catastrophe de Tchernobyl par les scientifiques suédois, et l'idée s'ensuivit que nous dissimulions quelque chose. Mais en réalité, nous n'avions rien à cacher, pour la simple raison que durant une journée et demie nous n'avions pas l'information. Ce n'est que quelques jours plus tard que nous avons appris que ce qui s'était passé ne relevait pas du simple incident mais qu'il s'agissait d'une véritable catastrophe nucléaire — l'explosion du réacteur n°4 de la centrale de Tchernobyl.

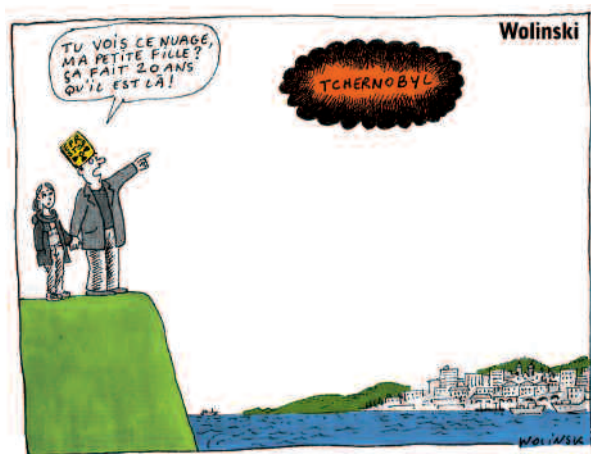
Si le premier rapport sur Tchernobyl a été publié dans la Pravda le 28 avril, la situation était loin d'être claire et maîtrisée. Par exemple, lorsque le réacteur a explosé, le feu fut aussitôt aspergé d'eau, ce qui ne fit qu'empirer les choses car les particules nucléaires ont alors commencé à se répandre dans l'atmosphère. Entre-temps, les mesures pour venir en aide aux populations dans la zone de la catastrophe étaient mises en œuvres : celles-ci furent évacuées et quelque 200 organismes médicaux se chargèrent d'effectuer des tests de radioactivité sur les personnes.

Le contenu du réacteur nucléaire risquait de s'infiltrer dans les sols, puis de se déverser dans le Dniepr, mettant gravement en danger la population de Kiev ainsi que des autres villes en bordure du fleuve. Un chantier de protection des berges fut ainsi mis en route, entraînant l'arrêt total de la centrale de Tchernobyl. Les ressources de notre immense pays furent mobilisées afin de limiter les dégâts, avec entre autres la construction du sarcophage qui allait enfermer le 4^e réacteur.

Le système ne pouvait perdurer

La catastrophe de Tchernobyl a plus que tout ouvert la voie vers une plus grande liberté d'expression, au point que le système que nous connaissions alors ne pouvait plus perdurer. Cela a mis en évidence de manière très claire l'importance de poursuivre la Glasnost, et je dois dire qu'à partir de là, ma référence au temps s'est modifiée, en termes d'avant et d'après-Tchernobyl.

Le prix de la catastrophe de Tchernobyl a été acca-



Le Politburo n'a pas obtenu tout de suite les informations précises et exactes de la situation directement après l'explosion. Néanmoins, il avait pour instruction générale de divulguer ouvertement les informations lorsqu'il les recevrait, en conformité avec la Glasnost déjà établie à cette période en Union Soviétique.

Ainsi, les critiques accusant le Politburo d'avoir occulté l'information sur la catastrophe sont loin de la réalité. L'une des raisons qui me fait penser qu'il n'y a pas eu de mensonge délibéré est que lors de la visite de 2 jours de la commission gouvernementale sur les lieux en Pologne juste après l'accident, près de Tchernobyl, tous ses membres ont pris leur repas le soir avec les aliments et l'eau habituels, ils se déplaçaient sans masque pour respirer, comme n'importe laquelle des personnes qui travaillaient alors là-bas. Si l'administration locale ou les scientifiques avaient eu conscience de l'impact réel de la catastrophe, ils n'auraient pas pris de tels risques.

En réalité, personne ne connaissait la vérité, c'est pourquoi toutes nos tentatives d'obtenir une information complète sur l'étendue de l'accident restaient sans réponse. Nous avons cru tout d'abord

blant, tant sur le plan humain que sur le plan économique. L'héritage de Tchernobyl affecte aujourd'hui encore l'économie de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie. Certains disent même que le prix économique pour l'URSS a été si élevé qu'il a mis un terme à la course aux armements, car je ne pouvais pas continuer à fabriquer des armes tout en payant pour le nettoyage de Tchernobyl.

Ceci est faux. Ma déclaration du 15 janvier 1986 est bien connue du monde entier. J'ai lancé un appel pour réduire l'armement, dont les armes nucléaires, et ai proposé que d'ici l'an 2000, aucun pays ne soit doté d'armes atomiques. Je ressentais personnellement une responsabilité morale concernant l'arrêt de la course aux armements. Mais la catastrophe de Tchernobyl m'a ouvert les yeux comme rien ne l'avait fait jusque là: elle a montré les conséquences dramatiques de l'énergie nucléaire, même celle que l'on utilise à des fins non militaires. Nous pouvons nous représenter bien plus clairement ce qui se passerait si une bombe nucléaire explosait. D'après les experts, une rocket SS-18 renfermerait la puissance de 100 Tchernobyl.

Malheureusement, le problème de l'arme nucléaire est toujours aussi grave à l'heure actuelle. Les pays qui la détiennent – les membres du "club nucléaire" comme on l'appelle – ne sont pas pressés de s'en défaire. Au contraire, ils continuent d'entretenir leur arsenal, tandis que les pays qui ne l'ont pas souhaitent l'avoir, dans l'idée que le

monopole du club nucléaire est une menace à la paix mondiale.

Le 20^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl nous rappelle que nous ne devons pas oublier la terrible leçon donnée à notre planète en 1986. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour renforcer la sécurité des lieux nucléaires. Et nous devons commencer à travailler sérieusement à la production de sources d'énergies alternatives.

Le fait que les dirigeants du monde parlent maintenant de plus en plus de cet impératif laisse entendre que la leçon de Tchernobyl est au final enfin comprise.



Par Mikhail Gorbachev
Dernier président de L'URSS, il est président de la
Fondation Gorbachev à Moscou et
de la Croix Verte Internationale.

Paru dans "Daily Times" (journal Pakistanais)
le 17 avril 2006

Traduction : Myriam Battarel

A lire

Tchernobyl 20 ans après : Sortie du livre du Professeur Youri Bandazhevsky

Le destin hors du commun d'un scientifique qui voulait connaître la vérité sur les conséquences de Tchernobyl.

Scientifique biélorusse de renom, le Professeur Youri Bandazhevsky était destiné à une brillante carrière. L'explosion, en avril 1986, du réacteur numéro 4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, en a décidé autrement.

Le Belarus est lourdement touché et notamment la région de Gomel, où le Pr. Bandazhevsky obtient l'autorisation de créer un institut de médecine en 1990, pour former les médecins qui font cruellement défaut aux victimes de Tchernobyl.

De 1991 à 1999, Youri Bandazhevsky accumule les observations et les recherches. Il démontre les effets nocifs sur l'organisme de l'ingestion chronique d'aliments contaminés, et dénonce le gaspillage des fonds normalement destinés aux recherches sur les conséquences de Tchernobyl.

C'est beaucoup trop pour les autorités. Il est brutalement arrêté en juillet 1999 et c'est le début de la descente aux enfers.

Le Professeur Bandazhevsky a recouvré la liberté en août 2005 mais il était privé de ses outils de recherche. La

Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité (CRIIRAD), association française possédant un laboratoire d'analyse indépendant à Valence, a mis en place avec Youri Bandazhevsky un partenariat scientifique et conçu à sa demande un vaste projet : créer un laboratoire indépendant au Bélarus, le laboratoire CRIIRAD & Bandazhevsky, afin de mettre fin à une situation injuste et de permettre la poursuite de recherches essentielles pour notre radioprotection.

De ses années passées en prison, le Professeur Bandazhevsky sort un livre, traduit en français :

La philosophie de ma vie *Journal de prison*

Tchernobyl 20 ans après

Livre de 320 pages

La CRIIRAD distribue ce livre et reversera l'intégralité des bénéfices pour le financement du laboratoire CRIIRAD-Bandazhevsky. Les droits d'auteur seront également entièrement destinés au projet. Vous pouvez vous le procurer auprès du Réseau "Sortir du nucléaire" pour 24 euros (frais de port compris).

Passez votre commande à :
Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.
Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire".
Vous soutiendrez ainsi directement la cause de Youri Bandazhevsky.

Un intérimaire du nucléaire témoigne : "J'ai arrêté de jouer le jeu"

Christian Ugolini est un ancien intérimaire du nucléaire aujourd'hui passé du côté des "anti". (...) "Ils ont réussi à me dégoûter", dit-il simplement, la voix tranquille de celui qui assume son passé, son parcours et ses erreurs.

Je suis entré dans le nucléaire à la suite d'un stage de formation à l'AFPA où j'ai obtenu mon Certificat d'Aptitude à Manipuler des Appareils émettant des Rayonnements Ionisants (Camari) ainsi qu'une formation en Contrôles Non Destructifs. C'était une formation théorique et pratique. J'y ai appris la radiographie industrielle, la magnétoscopie, les ressuages. C'est cette technique que j'ai pratiquée pendant la fameuse campagne couvercles de cuves en 1992/93. Je travaillais avec un robot.

couvercle pour recharger le cœur. Pendant ce temps, on contrôle le couvercle. C'est un endroit très chargé en radioactivité. Même après avoir été nettoyé, ce couvercle était radioactif dans sa masse et contaminant en surface. Il y reste toujours de la contamination. D'ailleurs, quand on arrive sur place, il y a des pancartes qui portent les résultats des mesures de radioactivité faites autour. À l'entrée du sas, une pancarte nous dit combien il y a de rems et de millisieverts à l'heure dans la pièce, et on nous donne les résultats des frottis pour contamination surfacique ou contamination d'ambiance... C'était un chantier réputé "pourri", où personne ne voulait aller. C'est pour cela que nous autres prestataires extérieurs sommes là. On y faisait les trois huit. On tenait les postes en permanence parce que c'était un chantier "dosé". Comme le robot déconnaissait pas mal, on passait beaucoup de temps à dérouler des câbles, changer des pièces, faire le boulot à la place du robot, faire des opérations de maintenance sur le robot, tout ça sous le couvercle de cuve, avec masque ventilé.



- En quoi consistait cette campagne "couvercles de cuves" ?

- On avait détecté une fissure sous un couvercle de cuve de la Centrale du Bugey dans l'Ain, sur l'adaptateur 54, un défaut qualifié de générique, c'est-à-dire éventuellement présent sur l'ensemble des couvercles de cuves du parc atomique. Ils ont donc lancé une campagne de contrôle.

- En quoi les couvercles de cuve sont-ils un élément central en terme de sécurité radiologique, selon vous ?

- Parce que c'est le couvercle qui va sur la cuve, comme une cocotte-minute. C'est là que l'on fait bouillir l'eau qui est sous pression (150kg/cm²). Le combustible rentre dans la cuve à travers les adaptateurs du couvercle de cuve. Certains adaptateurs servent au passage de barres de contrôles.

- Comment se passaient vos interventions sur les couvercles de cuves des réacteurs nucléaires ?

- D'abord, on arrête la marmite puis on enlève le

- Comment étiez-vous habillés pour vos interventions ?

- J'étais en blanc. Quand on doit travailler sous le couvercle ou autour du robot, on se met en tenue Muru, c'est-à-dire en tenue ventilée : toute la tenue gonflable, avec masque et gants. Ces vêtements s'appelaient combinaisons Mururoa, c'était écrit dessus. La secrétaire de Cep industries, la boîte pour laquelle je travaillais, m'a dit en 2002 que ces tenues avaient été rebaptisées tenues "Emmanuelle". Pour des opérations rapides, on met juste le heaume ventilé et une sur-combinaison blanche en papier. Toutes nos opérations de contrôle sont réalisées par le robot (ressuage) ainsi que le filmage des résultats. Le robot s'appelait le Pocicc, Porteur d'outils de contrôles internes de couvercles de cuve. Ce robot a été inventé en 1992, pour effectuer cette vérification générique sur les soudures du couvercle. Avant on ne faisait pas ce genre de vérifications. D'ailleurs, le robot était régulièrement déficient et en panne, ce qui nous obligeait à aller sous le couvercle de cuve pour lui suppléer.

- Quelle impression ça fait d'être sous la tenue "Muru" et de travailler en contexte radioactif ?

- Je ne peux pas dire que l'on s'y fait. Moi, malgré l'habitude, je me rendais compte que j'étais tou-

jours épouvantablement stressé... Mais je me sentais quand même à l'aise dans l'univers radioactif... D'ailleurs, à cette époque, je voyais plus souvent le robot que ma femme... J'étais complètement familiarisé, mais il n'empêchait pas que j'avais quand même les mains moites, une espèce de nervosité, peut-être que la radioactivité tape sur le système nerveux central ? Par exemple, quand il fallait regarder sous le couvercle en passant la tête par la trappe, vite fait qu'on la retirait... Fallait pas laisser la tête dedans, morbleu !... Ici, tous les gestes sont accélérés et ça se répercute dans la vie où tu deviens irritable lorsque les choses ne se font pas assez vite... Tu deviens stressé, je ne vois pas d'autre mot pour décrire ce que ça fait. Dans certains cas, il fallait entrer sous le couvercle de cuve pour nettoyer les adaptateurs, et donc à ce moment-là, ton radiamètre clignote et sonne. Et là tu te dis que tu es en train d'en prendre quoi !, et qu'il faut que tu te grouilles. Il ne s'agit pas de rester traîner là et des fois tu jures contre ce putain de matos de merde qui ne marche pas au moment où l'on a besoin de lui et que toi tu es en train de te bouffer de la dose ! D'ailleurs, au fur et à mesure que le chantier progresse [dans le temps] les gens sont de plus en plus dosés, alors on commence à envoyer le type qui commande le robot, le pilote, je veux dire que l'on recherche les "moins dosés" pour qu'ils y aillent... Y'a pas de raison pour que ce soient toujours les mêmes qui prennent des doses, et au bout d'un moment, ça commence à faire beaucoup.

- Quelle était votre perception du risque sanitaire radioinduit ?

- Nous étions tous persuadés d'être bien protégés. On savait aussi que le couvercle était hyper dangereux. Et même quand j'avais l'impression d'être décontracté, je m'apercevais que j'avais des palpitations, que je faisais tout à un rythme forcené... par exemple de visser et dévisser avec les deux mains à la fois, ce qui n'est pas naturel. Quand tu vas sous le couvercle et que ça crache à mort, tu plonges et ressorts tout de suite. Tu fais ce que tu as à faire très très vite et tu ressorts en courant. On était bien conscients que l'on était dans un endroit dangereux, mais on n'en parlait pas plus que cela. Je peux vous dire que j'ai clairement eu le sentiment qu'avec cette manip' sur les couvercles de cuve, on avait pourri le travail. Nous avons été les cobayes d'une expérience sur la flexibilité.

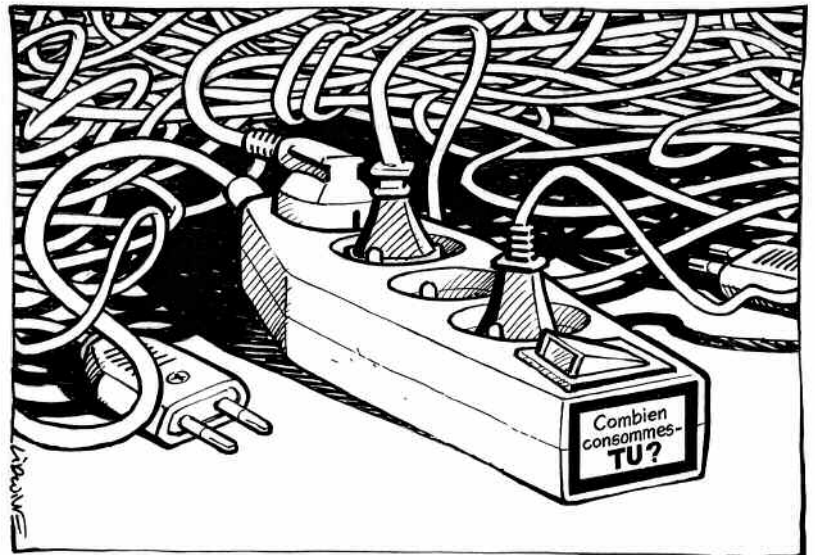
- Dans quel sens employez-vous ce mot, cobaye ?

- Dans le sens de celui sur qui on expérimente quelque chose qui n'est pas forcément bon pour lui, un peu comme avec des essais cliniques sans bénéfice thérapeutique pour le patient. Dans mon cas, je me suis senti dans cette situation vis-à-vis d'une certaine forme de management qu'ils appellent management par la qualité : horaires décalés, dépassements d'horaires, ne pas savoir si tu rentres chez toi le week-end, etc... J'ai vécu tout ça comme l'expérimentation d'une certaine façon de travailler, je veux dire de faire travailler les hommes. Le

retour d'expérience leur a montré que si ça avait marché avec nous, ça pourrait marcher avec les autres. Ce mode de travail a été ensuite généralisé à l'ensemble du secteur de la sous-traitance. Aujourd'hui toutes les manip's se font dans l'urgence, il faut bosser le week-end, etc., d'où les conséquences importantes sur la vie de famille notamment, et le reste. Avec ce système, nous ne sommes plus maîtres de notre vie.

"Au plan pratique, poursuit-il, il faut travailler de plus en plus vite et dans des délais de plus en plus courts. Il y a désormais un caractère obligatoire vis-à-vis des délais butoirs : une journée d'arrêt vaut un million, et il est hors de question que ce soit la boîte qui paye l'amende... Toutes les sociétés intervenant sur les arrêts de tranche sont mises à l'amende en cas de retard dans l'exécution d'une tâche bloquant la Centrale. Je l'ai appris à mes dépens."

Voici comment.



À l'amende

"J'avais un contrôle par ressuage à faire sur une vanne dans la salle dite des quatre as, de la Centrale de Dampierre, raconte ensuite Christian Ugolini. La salle des 4 as est un lieu hautement contaminé. Imaginez que vous êtes au milieu des tuyauteries de partout, obligé de vous mettre à quatre pattes entre les tuyaux, les morceaux de laine de verre, les calorifuges, et qu'au milieu se trouve une vanne. Je suis là-dedans avec mon collègue Bébert, c'est la fin de journée et nous n'avons pas envie de faire du zèle. On a plutôt envie de se casser, de rentrer au gîte où nous logeons... Les robinetiers qui doivent remonter la vanne après notre contrôle sont dans le même état d'esprit et tout le monde espère que le contrôle sera "ras"... En bout de chaîne, le superviseur attend pour signer le contrôle qualité.

"Arrivés sur place, voilà que nous détectons une indication linéaire de non-conformité, ce qui peut signifier qu'il peut y avoir une fissure, et si c'est le

cas, c'est rédhibitoire par rapport à la procédure que l'on a à suivre (normes isna, Afnor, etc.). De nous-mêmes on se dit que c'est peut-être grave et qu'il ne faut pas qu'on se plante. Pour être sûrs de ce que l'on va dire, on décide de refaire tout le contrôle. C'est alors que les robinetiers commencent à nous dire qu'on encule les mouches, que c'est pas une fissure mais simplement une rayure et qu'on peut laisser tomber. À quoi Bébert et moi on répond que l'on va vérifier, point. Une petite rayure aurait pu faire une indication, mais on savait par expérience que c'était pas une rayure. Et comme on était tous les deux qualifiés niveau 2 "ressuage", ceci nous autorisait à signer un rapport de non-conformité du robinet, si tel était le cas. Point barre.

"Après le deuxième contrôle, nous avons donc constaté la même chose. Les robinetiers râlent car ils n'ont pas d'autres vannes pour la remplacer, pour cause de flux tendu. J'appelle donc mes supérieurs au gdl, le groupe des laboratoires, qui centralise pour edf tous les contrôles. Ils nous disent de ne pas nous en faire, mais finissent tout de même par se déplacer. Arrivés sur place, ils nous demandent un troisième contrôle.

"Sur ces entrefaites, un ingénieur de la salle des commandes déboule. Le type s'est déplacé pour nous demander d'arrêter notre cinéma et avec beaucoup de précautions, il essaya de me faire comprendre que ce n'était qu'une rayure plutôt qu'une fissure.

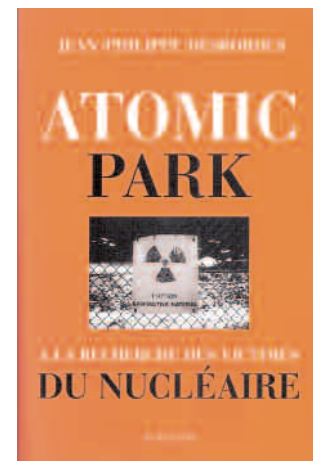
"Je lui fis alors remarquer que sur mon front n'était pas écrit handicapé et que je signerais le rapport comme quoi c'est bien une indication rédhibitoire, que ça lui plaise ou non. L'ingénieur me répondit, texto : "Vous savez combien ça va nous coûter votre petite comédie?... Un million de francs !"... Tu parles, comme si ça me faisait plaisir de rester à côté du circuit primaire... Vraiment pourri comme endroit... Il était au moins dix-neuf heures et cela faisait près de deux heures que nous aurions dû être sortis...

"Moi, j'avais pris trois fois la dose, c'est-à-dire deux doses gratuites vu que j'étais retourné trois fois sur la vanne et que j'avais absorbé le triple de la contamination prévue, surtout avec les produits volatiles... Mais comme cette vanne était inscrite sur les circuits ips, "importants pour la sécurité", nous ne pouvions pas déconner. Sur le circuit primaire d'une centrale nucléaire, on ne doit rien laisser passer !... Avec cette histoire, j'ai vu tous les responsables de la hiérarchie venir me faire la danse des Sioux pour me dire que ce n'était pas une fissure, etc., etc. Tout le monde voulait que je leur signe un "ras" et aller hop !, tous à la maison... Demain, il ferait jour.

- En somme, si vous n'aviez rien dit, personne ne l'aurait vu ?

- Exactement, puisque nous étions payés pour signaler ce genre de choses. D'ailleurs, à cette époque, je n'étais pas du tout antinucléaire, mais c'est l'accumulation de ce genre d'événements qui a fait que j'ai arrêté de jouer le jeu."

Extrait du livre de Jean-Philippe Desbordes *Atomic Park. A la recherche des victimes du nucléaire* (Editions Actes Sud)



En bref



Warren Buffett craint un accident nucléaire

Le célèbre financier Warren Buffett, considéré par plusieurs comme le plus grand investisseur de tous les temps, estime qu'un accident nucléaire est inévitable aux États-Unis.

"Ça va arriver un jour", a lancé Warren Buffett hier pendant l'assemblée annuelle des actionnaires de Berkshire Hathaway, le conglomérat américain spécialisé dans l'assurance et la réassurance qu'il dirige depuis plus de 40 ans.

Il répondait ainsi à une question d'un actionnaire qui lui demandait de se prononcer sur les risques d'une tragédie nucléaire et sur l'impact d'une telle éventualité sur Berkshire et sur l'économie nord-américaine. "C'est un problème réel. Il y aura toujours des gens malintentionnés", a ajouté le multimilliardaire de 75 ans.

"Je ne sais pas combien, mais je suis certain que le gouvernement en a intercepté (des menaces potentielles) au fil des années."

Le numéro 2 de Berkshire, Charlie Munger, ne s'est pas fait plus rassurant. "Les probabilités qu'il ne survienne rien au cours des 60 prochaines années sont nulles", a-t-il dit avant d'ajouter qu'il ne croyait pas vraiment que l'on puisse faire quoi que ce soit pour empêcher une telle éventualité de se concrétiser.

Warren Buffett a toutefois souligné qu'élire des leaders politiques prêts à consacrer des énergies à la question représentait une piste de solution. Mais il a aussi mentionné qu'il était impossible d'éliminer complètement les risques d'un accident ou d'une attaque terroriste impliquant du matériel nucléaire.

"Le génie est sorti de la bouteille", a dit Buffett en faisant référence aux connaissances entourant la manipulation de l'énergie nucléaire.

Source : La Presse canadienne - 07 mai 2006
Richard Dufour

L'EPR : le dessous des cartes

L'EPR est présenté en France comme le produit phare de notre savoir-faire industriel national. Il serait au cœur de la stratégie industrielle d'EDF pour le 21^{ème} siècle. Il aurait des perspectives majeures à l'exportation... Qu'en est-il réellement ?

Puisque la seule justification restante après 2 ans de débats sur le sujet est une "politique industrielle" et que l'on en appelle au patriotisme nucléaire, il apparaît nécessaire de regarder de près de quel "marché" on nous parle et de clarifier ce qui relève des espérances de l'industrie et du lobby nucléaire français ou d'une prospective plus sérieuse.

Les projections de l'industrie ont toujours par le passé surestimé à la fois les besoins électriques et le marché pour les réacteurs nucléaires. Rappelons-nous que dans les années 70, on "prévoyait" 100 réacteurs en France et 20 surgénérateurs type Superphénix en l'an 2000...

Les exportations de réacteurs nucléaires ont par ailleurs été historiquement très faibles puisque les pays préfèrent de loin développer une compétence nationale que de sous-traiter cette industrie sensible à des entreprises étrangères. Framatome a exporté moins de 10 réacteurs dans la période de développement de l'industrie nucléaire alors qu'elle en construisait six fois plus en France.

En dehors de toute stratégie industrielle, **l'exportation du nucléaire n'est de toute façon pas une bonne idée**. La France est la championne des transferts de technologies nucléaires vers des pays qui ont fourni ou fournissent encore des motifs d'inquiétude en matière de prolifération des armements nucléaires. Les entreprises nucléaires françaises ont été les vecteurs de ces transferts notamment vers l'Afrique du Sud, Israël, l'Irak, le Pakistan ou encore l'Iran. Aujourd'hui la France développe une coopération avec l'Inde, non signataire du TNP, ou encore avec la Libye tout juste sortie de la liste des pays "terroristes".

En Finlande ?

Le cinquième réacteur finlandais commandé par l'électricien TVO est pour l'instant la seule commande réelle et le seul chantier d'EPR en cours. Mais même l'exportation d'un EPR vers la Finlande n'a probablement été rendue possible que grâce au soutien de la Coface qui a permis à Areva de le vendre à prix cassé et fixe ¹. De fait, les dépassements budgétaires plus que probables seront à la charge d'Areva et pas de TVO. Le soutien de la Coface, et donc le subventionnement potentiel par les contribuables français, est vraisemblablement un élément bien plus crucial pour l'"exportabilité" que la construction d'un démonstrateur par EDF puisque le seul contrat réel à l'exportation a été obtenu avant.

Nous savions depuis le début que les pièces principales seraient fabriquées au Japon du fait de l'incapacité des usines françaises. Aujourd'hui, nous

avons par ailleurs confirmation que le chantier a déjà accumulé près d'un an de retard (officiellement 9 mois) en seulement 18 mois de chantier. Et deux sérieuses difficultés pourraient encore le retarder :

► Qualité de la dalle :

Avec plusieurs mois de retard, l'autorité de sûreté finlandaise (STUK) a été informée que le béton utilisé pour bâtir le socle du réacteur de TVO ne satisfaisait pas aux exigences de qualité en terme de porosité. Cet élément pourrait entraîner une fragilité de la dalle principale et poser des problèmes de vieillissement prématuré ou en cas d'accident. Une investigation a été lancée par STUK mais, à ce jour, les éléments fournis par TVO et Framatome ne permettent toujours pas à STUK, ni au cabinet d'experts indépendants, Large & Associates missionné par Greenpeace International, d'évaluer la situation et ses implications.

► Qualité de la cuve :

La cuve fabriquée au Japon par Mitsubishi Heavy Industries (MHI) n'a pas passé le contrôle qualité en raison de soudures défectueuses. Il est difficile aujourd'hui de savoir ce que cela peut engendrer.

Questions posées :

- Quel sera le coût final pour Areva et éventuellement la Coface si les difficultés continuent de s'accumuler ?
- Qui sait fabriquer une cuve d'EPR aujourd'hui ?

Aux Etats-Unis ?

Framatome investit massivement pour développer sa présence aux Etats-Unis. 200 personnes travaillent à la certification de l'EPR et Areva indiquait même le 8 mars dernier, lors de la présentation du rapport annuel 2005, que les investissements pour la promotion de l'EPR tiraient ses résultats annuels vers le bas...

Areva voit dans les Etats-Unis un marché prometteur mais dans la réalité :

- Les autorités américaines ne pensent pas que de nouveaux réacteurs puissent être construits avant 2025 ².

Marché nucléaire réel

- Existant : 441 réacteurs
- En construction : 27 dont 20 avec date de mise en service prévue. 1 EPR pour Framatome
- En projet avec mise en service avant 2015 : 41 dont 1 à 5 pour Framatome
- Retirés du réseau entre 2005 et 2015 : 80 environ.

Source : AIEA



Photo : JF. VOULSON

¹ Deux enquêtes de la Commission Européenne, l'une suite à une plainte déposée par EREF, l'autre par Greenpeace, sont en cours car ce soutien de la Coface pourrait constituer une aide d'Etat illégale.

² DOE's Energy Information Administration (EIA), 2005 Annual Energy Outlook, 11 février 2005

L'industrie nucléaire en France

L'ensemble de l'industrie nucléaire emploie 120 000 personnes soit moins que le secteur des énergies renouvelables en Allemagne. 25 000 pour les réacteurs EDF, 55 000 pour Areva, dont environ 7 000 salariés de Framatome en France. L'activité "réacteurs" ne représentant elle-même que 23% des emplois de Framatome.

En terme de chiffre d'affaire, il est intéressant de noter que la branche "réacteurs et services" ne représente que 23% environ du chiffre d'affaire d'Areva, essentiellement sur la maintenance et les pièces de réacteurs existants pour un montant de 2 348 millions d'euros en 2005.

Source : www.framatome.com

- ▶ L'EPR n'y est qu'au stade "préliminaire" au processus de licence qui ne débutera pas avant fin 2007. Obtenir une licence a demandé plus de 4 ans pour l'AP 1000 de Westinghouse, principal concurrent de l'EPR dans les réacteurs dits de génération III.
- ▶ General Electric, concurrent américain d'Areva, est déterminé à bloquer toute avancée aux Etats-Unis tant que le marché français restera fermé aux concurrents ³.

Par ailleurs, pour envisager de finaliser la procédure, Areva doit d'abord trouver un client potentiel, d'où son acharnement à séduire les électriciens américains. Le recrutement de Spencer Abraham, ancien Secrétaire d'Etat à l'énergie, suffira-t-il ?

En Chine ?

Areva et EDF ont pour habitude de présenter la Chine comme un potentiel Eldorado nucléaire. On nous explique à l'envie que les réacteurs s'y construiront par dizaines... Il était déjà pour le moins peu sérieux de penser que les pièces des réacteurs chinois seraient longtemps fabriquées en Bourgogne... Mais il paraît de plus en plus clair que, même si Areva remportait le marché initial de 4 réacteurs, ce serait probablement le dernier car cela se ferait au prix d'un transfert de technologie. Il est évident que le marché chinois ne sera que transitoire jusqu'à la mise en place d'une filière industrielle nationale complète. Il est aussi clair que la Chine veut des réacteurs à prix cassé et un transfert de technologie complet. Westinghouse est prêt à ça (et l'a déjà fait avec Framatome dans les années 70) et a obtenu un soutien massif de l'agence américaine de crédit à l'exportation, US Exim Bank.

En Grande-Bretagne ?

Le débat sur la relance du nucléaire s'est ré-ouvert en ce début d'année sous l'impulsion de Tony Blair vivement encouragé par certains industriels, en particulier EDF Energy. Contrairement à ce que l'on a pu vivre en France, il s'agit d'un débat très argumenté, avec de réelles divergences au sein des décideurs. Une "Energy Review" est en cours et les résultats sont attendus à la fin de l'été.

EDF serait bien entendu ravi de construire des EPR outre-Manche mais :

- ▶ La Commission nationale du Développement Durable a rendu le 6 mars un avis défavorable à l'option nucléaire. Avis basé sur un ensemble de rapports traitant des différents aspects, de l'économie au terrorisme ⁴.
- ▶ 40 experts du climat et de l'énergie ont signé une lettre ouverte à Tony Blair défavorable à la relance d'un programme nucléaire ⁵.
- ▶ Le "Environmental audit Committee" du Parlement a lui aussi rendu un avis défavorable suite à une série d'auditions ⁶.

Tous considèrent après examen approfondi que le nucléaire n'est pas une solution pertinente aux problèmes énergétiques, qu'il s'agisse de sécurité d'approvisionnement ou de lutte contre les changements climatiques.

A noter aussi, la prise de position du Ministre de la Santé et des affaires sociales de Jersey, qui appelle à manifester contre l'EPR de Flamanville en précisant que le nucléaire n'est pas une solution mais une partie du problème énergétique ⁷.

Et en France ?

Le maintien des compétences de l'industrie française, et les marchés à l'exportation sont en fait les principaux arguments avancés par les promoteurs de l'EPR. EDF de son côté parle aussi essentiellement de stratégie industrielle. Les arguments énergétiques ont vite été écartés.

Pour appréhender au plus juste ces enjeux, il convient de distinguer les intérêts entre acteurs de la filière nucléaire française, notamment ceux d'EDF, ceux d'Areva, et ceux de notre pays. Ils ne sont pas toujours convergents.

Le maintien des compétences ?

Le groupe Areva :

Les compétences en gestion des matières radioactives ne sont pas du tout mises en danger par l'absence de construction d'un ou même plusieurs réacteurs en France. Les perspectives d'activité sont même colossales dans la gestion de l'héritage nucléaire : traitement des déchets et démantèlement des réacteurs existants.

Les usines et salariés du groupe Framatome ne sont pas en manque d'activité du fait de leur compétence reconnue en matière de maintenance des réacteurs existants. Framatome et ses fournisseurs bourguignons sont effectivement en difficulté du fait – entre autres – de la faiblesse du marché et de la relative obsolescence de leurs équipements. La lecture du rapport du Conseil Economique et Social de la région Bourgogne de janvier 2005 ⁸ donne le sentiment qu'il ne s'agit pas de maintenir des compétences mais bien d'investir pour en développer. Personne ne sait encore aujourd'hui en France fabriquer la cuve de l'EPR et même la seule usine dans le monde équipée rencontre des difficultés. La création d'un pôle de compétitivité et les subventions afférentes ne sauraient suffire à maintenir une activité industrielle sans marché visible à moyen terme.

Nous ne sommes pas ici face à une politique industrielle prudente mais à un pari.

En fait, il serait plus juste de parler de maintien des compétences des quelques centaines d'ingénieurs-concepteurs chargés de la mise au point de l'EPR, dont la plupart sont probablement déjà en train de plancher sur la génération suivante, ou de valorisation de leur travail passé. Cela vaut-il vraiment la peine de s'engager dans ce projet industriel ?

³ Nucleonics Week Volume 46 / Number 37 September 15, 2005

⁴ <http://www.sd-commission.org.uk/pages/060306.html>

⁵ Disponible sur www.sgr.org.uk

⁶ The Observer Sunday April 9, 2006

⁷ Déclaration disponible sur demande

⁸ "Enjeux et perspectives pour les entreprises bourguignonnes dont les activités sont liées au nucléaire", Avis du CES de Bourgogne, 26 janvier 2005.



EDF :

EDF explique que l'EPR de Flamanville est en fait un investissement correspondant à sa stratégie industrielle : maintenir son savoir faire d'"architecte-constructeur" en vue du potentiel renouvellement de son parc.

Cette posture pose bien entendu plusieurs questions.

1. Quel intérêt ?

Rien dans les arguments d'EDF ne permet de réellement comprendre l'intérêt pour un électricien à ambition mondiale de maintenir un savoir-faire complet d'architecte-constructeur sur un modèle particulier de réacteur nucléaire. Ne serait-il pas plus pertinent de mettre les fournisseurs en concurrence et d'obtenir des contrats en or du type de celui de TVO ? Coût fixe, risques supportés par Areva, etc.

Les ingénieurs et chercheurs qu'EDF embauche aujourd'hui pourraient mettre leurs talents au service du développement de compétences autres que nucléaires dont EDF aura de toute façon besoin à l'avenir, énergies renouvelables, services énergétiques, MDE, stockage, transport, etc.

Le développement à l'étranger est quant à lui essentiellement basé sur des achats d'électriciens locaux et pas sur la vente de réacteurs ou de services d'architecte concepteur. Les quelques contrats d'ingénierie et partenariats obtenus par EDF en Chine ressemblent plus à du transfert de technologie et du positionnement stratégique d'entrée sur le marché.

Et si EDF ambitionne de se positionner sur un tel marché, pourquoi Areva partagerait le faible gâteau au lieu de proposer des centrales clés en main ?

2. Quelle stratégie ?

EDF semble s'imaginer un futur nucléaire à l'étranger mais on peut douter que l'électricien français arrive à imposer ses vues nucléaires et l'EPR en particulier dans ses principaux pays cibles en processus de sortie ou de débat très loin d'être tranché (Allemagne, Italie et Royaume-Uni notamment). La demande aujourd'hui porte plus sur les centrales au gaz ou les énergies renouvelables mais aussi sur les services énergétiques. Le temps où un électricien était un bâtisseur de centrale avec un marché

de clients captifs et où les décisions se prenaient avec un Ministère est révolu. EDF ne semble pas l'avoir complètement compris même si ses filiales étrangères savent se positionner mieux que la maison mère.

En France, rien ne permet aujourd'hui d'affirmer qu'à l'horizon 2025 le choix nucléaire sera maintenu, ni que l'EPR sera le plus pertinent, ni d'ailleurs qu'EDF restera l'électricien dominant...

Une politique industrielle pour la France ?

De la construction de l'EPR dépendrait le rang industriel de la France. Mais en se cramponnant au marché déclinant et incertain du nucléaire mondial, la France passe surtout à côté d'autres opportunités de développer des industries nationales à grand potentiel d'exportation. Même en restant dans le champ de l'électricité, on notera que les marchés du solaire photovoltaïque et de l'éolien affichent des taux de croissance de plus de 30% depuis des années. Marchés florissants dont notre pays est quasi-absent.

L'obsession nucléaire est de plus un mauvais calcul en terme d'emploi. Quantitativement les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique sont plus créatrices d'emplois que le nucléaire, et qualitativement ces emplois sont beaucoup mieux répartis à l'échelle locale. En quinze ans en Allemagne, le secteur des énergies renouvelables a par exemple créé 170 000 emplois⁹, et 250 000 sont prévus d'ici 2010¹⁰. Selon le Syndicat des Energies Renouvelables, le simple respect par la France de son objectif de 21% d'électricité renouvelable en 2010 pourrait créer 75000 emplois.

Le développement de l'EPR est une politique industrielle discutable pour la France (d'autres marchés sont beaucoup plus porteurs...) et pour EDF. Pour Areva, l'EPR présente toutes les caractéristiques de l'éléphant blanc, ces objets industriels que l'on s'entête à développer quand personne n'en veut. Si ce groupe veut continuer dans cette voie plutôt que de s'adapter, que l'on fasse un débat sur "l'avenir du groupe Areva est-il un enjeu nécessitant un effort national avec la prise en charge d'un réacteur par EDF et les subventions à l'exportation des contribuables ?", plutôt que sur l'EPR.

Hélène Gassin

Greenpeace France - www.greenpeace.org

Quelques données comparatives :

Marché mondial de l'éolien:
12 milliards d'euros en 2005

Marché allemand des énergies renouvelables :
16 milliards d'euros en 2005

Investissements dans de nouvelles capacités de production :
8,7 milliards environ en 2005 pour la seule Allemagne.

Sources : BMU, EWEA

⁹ BMU, 2006

¹⁰ Etude de l'Institut Allemand pour la recherche économique (DWI) citée dans le Rapport environnemental allemand 2002

Diminuer de **moitié** sa facture EDF, oui c'est possible !

EDF martèle constamment que la consommation en électricité sera toujours en hausse constante comme un postulat inébranlable, afin de faire accepter la construction de nouvelles centrales. Pourtant cette croissance n'est pas inéluctable.

A cela, je voudrais apporter mon témoignage personnel, concret et chiffré pour un foyer de 5 personnes vivant dans une maison individuelle de 104 m² habitables, en Bretagne, malheureusement conçue initialement par les propriétaires précédents avec des radiateurs électriques mais que nous avons équipée dès notre installation en 1988 d'un poêle à bois. La cuisinière fonctionne au gaz butane et la maison a 4 grandes baies vitrées orientées Sud-Ouest et donc bénéficie du "solaire passif" dès que le soleil pointe du nez en hiver (en été, les températures excèdent rarement 30° et en baissant au besoin les volets roulants, il ne fait jamais trop chaud dans la maison, nul besoin de climatisation).



Avant 2003 où je n'avais pas réfléchi à la question énergie, nous avions une consommation annuelle qui oscillait entre 11000 kWh à 12000 kWh; mais nous étions déjà un ménage attentif à sa consommation (minuterie sur tous les radiateurs avec programmation horaire et arrêt total des radiateurs pendant la journée en semaine où la famille s'absente, la température intérieure de la maison ne descend guère en-dessous des 14 degrés en notre absence, climat océanique oblige !).

Depuis, en 2 ans nous avons baissé notre consommation d'électricité annuelle de moitié : elle ne dépasse guère 6000kWh.

Les mesures employées ont été de:

- ▶ privilégier l'emploi du poêle : 6 stères de bois consommées au lieu de 3 stères habituellement soit une dépense supplémentaire de 150 euros.
- ▶ et ainsi réduire au maximum l'emploi des radiateurs électriques par un nouveau réglage des minuteriers. Cela a permis ainsi la réduction de la puissance de l'abonnement de 9kW à 6kW.
- ▶ acheter des couettes en duvet ou laine supplémentaires (chez Ardelaine, une SCOP de l'Ardèche!) pour éviter de chauffer les chambres dont la température ne descend guère en dessous de 15° au matin.

- ▶ installation d'un chauffe-eau solaire, avec 5 m² de capteurs et un ballon de stockage de 300 l (voir photo de la maison) avec robinet thermostatique pour branchement de la machine à laver sur l'eau chaude solaire (oui, ça marche très bien le solaire en Bretagne ! et sans complément de mi-avril à mi-octobre). L'eau peut monter jusqu'à 90° en belle saison et l'installation nécessite donc un robinet thermostatique réglé à 55° en sortie de ballon. Même en basse saison, la température en haut de ballon descend rarement en dessous de 30° ce qui demande peu de complément électrique.
- ▶ utilisation rarissime du sèche-linge, le linge sèche à côté du poêle ou dehors aux beaux jours.
- ▶ arrêt du congélateur à partir de janvier (pendant 6 mois) quand les produits du jardin sont consommés.
- ▶ veilles éteintes par interrupteur.
- ▶ installation ampoules économiques.
- ▶ choix du "relevé confiance" qui permet de mieux suivre sa consommation que les estimations.
- ▶ participation et intéressement des enfants qui touchent chacun 10% des économies réalisées par rapport à la facture EDF annuelle de 2003.

Le résultat m'a surprise moi-même : diminution de moitié de la consommation électrique annuelle, soit une économie sur la facture annuelle EDF de 552 euros (302 euros sur la facture énergie totale si l'on déduit les 150 euros de la corde de bois supplémentaire).

Je trouve que si la sortie du nucléaire est au prix de ces efforts ci-dessus, cela en vaut la chandelle !

De plus quand vous découvrez les nuisances du nucléaire, l'étendue de la catastrophe de Tchernobyl et notamment l'impact des faibles doses à travers la lecture du livre de Youri Bandajevski (*La philosophie de ma vie, journal de prison*, lire page 33) vous mesurez l'urgence de la sortie du nucléaire pour l'avenir des générations. Nous devons être ambitieux dans nos scénarios de sortie du nucléaire. Oui une sortie rapide en 5 ans est possible, ce n'est qu'une question de motivation et de prise de conscience des enjeux et dangers encourus en s'entêtant dans l'impasse nucléaire.

Chantal Cuisnier

Membre de Sortir du Nucléaire Cornouaille

Changement climatique : enfin des solutions !

Le dérèglement climatique n'est pas une fatalité

On entend beaucoup de discours sur le changement climatique, mais guère d'amorce de solution ou de réponse. Pourtant, le changement climatique n'est pas une fatalité. C'est ce que nous démontre Sabine Rabourdin, arguments et propositions concrètes à l'appui. Voilà quelques mois qu'est paru son livre aux éditions Delachaux et Niestlé, *Changement climatique, comprendre et agir*. S'agit-il d'un livre de plus sur les dérèglements du climat, présentant de manière catastrophique ce qu'il va inéluctablement nous arriver ? Non. Cet ouvrage se veut réactif et positif. Il donne, dans un propos dynamique, des clés pour agir.

Un ouvrage qui prend la mesure des enjeux

L'ouvrage présente bien sûr, et de manière aussi synthétique que limpide, les origines du problème et ses conséquences probables, mais il prend la mesure de ce défi, et expose bien les moyens d'y remédier.

"Puisqu'il est maintenant acquis que l'Homme est, à travers ses actions, responsable de ces dérèglements, il est légitime de lui demander de modifier ses pratiques" nous explique l'auteure qui le guide à travers cette noble décision. Qu'il s'agisse du bâtiment, des transports, de l'eau, de la vie de tous les jours, ou des projets d'avenir collectifs, les enjeux sont clairement exposés, et un panorama de solutions existantes présenté.

A prendre comme un guide à la fois pratique et théorique, l'ouvrage est indispensable à qui veut prendre en main ses émissions de gaz à effet de serre, personne, collectivité ou entreprise. Nous sommes d'ailleurs tous concernés.

Chacun sera vite convaincu qu'il est possible d'agir dans ce sens tout en conservant bien-être et budget.

La démarche gagnante

L'ouvrage s'appuie sur une démarche. Celle-ci est inspirée de la démarche NègaWatt mais appliquée à tous les secteurs, et non pas seulement l'énergie : eau, énergie, déchets, transports, agriculture, forêts, industrie, etc. Il s'agit d'appliquer à l'ensemble des ressources, et des biens de consommation la recherche de sobriété (ne pas gaspiller inutilement), puis d'efficacité dans l'usage (tous les appareils ménagers, les automobiles, n'ont pas les mêmes performances par rapport aux services ren-

du), et enfin de renouvelabilité des matières. C'est en fait à un autre comportement, un autre mode de penser et d'agir, que j'invite le lecteur.

L'auteure insiste également sur le fait que les solutions ne peuvent être que locales, même si la réflexion est globale.

Les solutions technologiques revisitées

L'ouvrage analyse aussi bien sûr les solutions de nature technologique, diplomatique ou économique. Il montre ainsi que la plupart des solutions technologiques (EPR, fusion nucléaire, séquestration du carbone) ne sont pas la solution au changement climatique. Certaines comme la pile à combustible ou les combustibles renouvelables, apporteront une partie de la solution, mais tout dépendra de notre manière de les produire et de les utiliser. L'auteure ne manque pas de nous convaincre qu'il faut certes des réponses à court et moyen terme, mais qu'une réflexion est nécessaire sur le plus long terme. Et c'est aussi à cette nouvelle vision qu'elle nous convie généreusement.

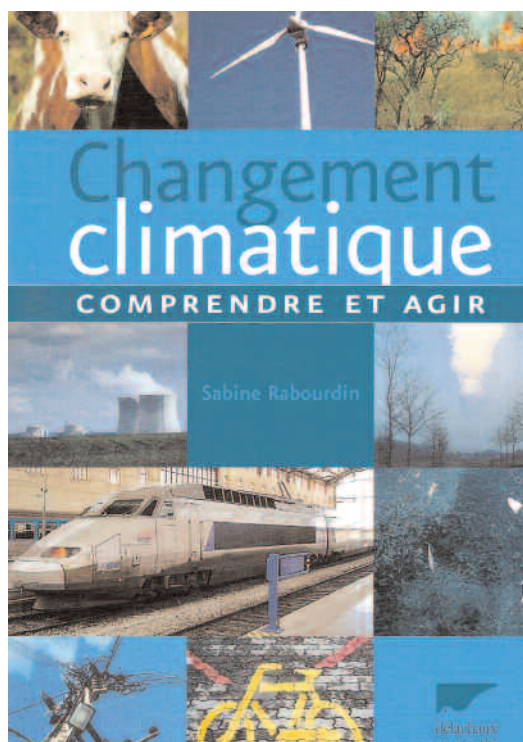
Un livre remarquable à commander :

Livre de 286 pages : *Changement climatique, comprendre et agir*, par Sabine Rabourdin.

Unité : 26 € (port compris).

A commander à : Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.

Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire".



Les énergies renouvelables Que sais-je ? Jacques Vernier

Plus de 80 % de l'énergie utilisée aujourd'hui dans le monde provient de gisements de combustibles fossiles (charbon, gaz, pétrole) ou d'uranium. Ces gisements sont épuisables alors que l'énergie fournie par le soleil, les chutes d'eau, la croissance des végétaux, les marées, la chaleur de la terre est renouvelable. Si l'utilisation de ces énergies n'est évidemment pas nouvelle, elle représente aujourd'hui près de 14 % de la production mondiale d'énergie et pourrait, selon certains scénarios, atteindre 50 % au milieu du XXI^e siècle.

Cet ouvrage propose un tableau précis des diverses sources d'énergies renouvelables actuelles, explique les modalités de leur production, présente les lieux où elles sont utilisées et la quantité d'énergie qu'elles fournissent à ce jour.

Livre de 128 pages,
11 euros, port compris.
A commander à :
Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge
69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire").

Bientôt un Tchernobyl en France ?

Les nombreux reportages consacrés aux 20 ans de Tchernobyl ont clairement montré, malgré les tentatives de diversion des tenants de l'atome, que les conséquences de cette catastrophe étaient dramatiques et, pour des siècles encore, en constante aggravation.

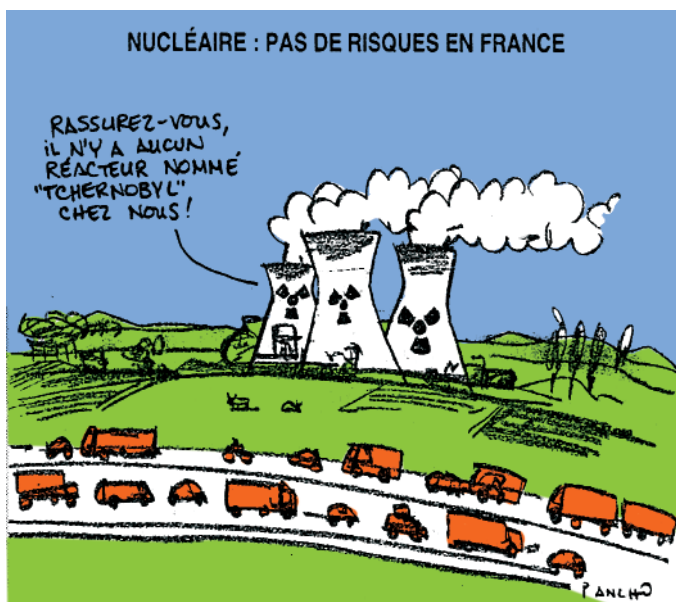
La question se pose donc de façon d'autant plus cruciale : un "Tchernobyl français" est-il possible ? Hélas, de nombreux indices laissent à penser qu'un tel désastre pourrait bien se produire. Certes, à la différence des réacteurs RBMK (de type Tchernobyl), les réacteurs français sont recouverts d'une grosse cloche de béton, l'enceinte de confinement, censée empêcher un nuage radioactif de s'échapper. Mais divers scénarios peuvent amener, en situation accidentelle, à la rupture de cette

aussi d'inquiétantes consignes telles que "le coefficient de disponibilité et le coefficient d'utilisation des centrales nucléaires doivent être le plus élevés possible".

Autre problème majeur en France, contrairement à une idée reçue : le risque sismique. A nouveau, le Réseau "Sortir du nucléaire" s'est procuré des documents internes à EDF qui montrent que les chiffres concernant ce risque sont très gravement contestés par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) qui dépend de l'Etat. Les documents montrent clairement qu'EDF se refuse pour des raisons purement financières à mettre en œuvre les mesures nécessaires, et a mis en place une action de lobbying pour contraindre l'Autorité de sûreté à écarter les travaux de l'IRSN. Extraits :

- "Il faut mobiliser stratégiquement au-dessus des experts pour lever la contrainte"
- "Une communication de haut niveau vers l'ASN est requise"
- "Des actions de lobbying ou contrefeu (autres experts) sont-elles possibles ?"
- "Il faut trouver une échappatoire à cette menace".

Précision utile : pour EDF, la "menace" est celle de devoir financer des travaux. Le choix de la rentabilité au détriment de la sûreté est clairement établi.



enceinte, comme cela a d'ailleurs failli être le cas en 1979 aux USA, à la centrale de Three Mile Island.

Des restrictions budgétaires drastiques

Dangereux par nature, comme toute installation nucléaire, les réacteurs français le sont de plus en plus car ils sont vieillissants. Les plus anciens, ceux de Fessenheim (Haut-Rhin) et du Bugey (Ain), approchent des 30 ans. Or EDF, sans même attendre l'accord de l'Autorité de sûreté nucléaire (qui n'a d'autorité que dans son nom), a d'ores et déjà décidé de porter à 40 ans la durée de vie de ses réacteurs.

Qui plus est, les dirigeants d'EDF ont mis en œuvre depuis 2002 un processus de restrictions budgétaires drastiques dans les centrales nucléaires. Le Réseau "Sortir du nucléaire" est entré en possession d'un document interne à EDF qui décrit les mesures mises en œuvre : annulation massive d'embauches pourtant prévues, économies sur les dépenses de logistique, frais généraux et maintenance. Mais

Pire : des informations complémentaires ont permis de montrer que les ingénieurs d'EDF se sont "arrangés" avec les données sismiques : en réduisant d'office "les intensités épacentrales de la plupart des séismes de référence" ou en redessinant les zones sismiques afin d'éviter la prise en compte de certains séismes historiques. Tremblons... en espérant que la Terre ne s'y mette pas aussi.

De graves erreurs de conception

Par ailleurs, des erreurs graves de conception ont été commises à la construction des centrales : lors de la tempête de décembre 1999, la centrale nucléaire du Blayais (Gironde) a été gravement inondée et a frôlé le pire : pourtant, les spécialistes d'EDF avaient assuré que les digues de la centrale ne pouvaient être surpassées. Un rapport parlementaire publié en avril 2000 précise : "Cette erreur de conception, la plate-forme sur laquelle a été remblayée la centrale n'a pas été érigée suffisamment haut, n'est pas propre à la centrale du Blayais. La plate-forme de l'îlot nucléaire est calée



au-dessous de la cote majorée de sécurité (CMS) pour les sites de Belleville, Chinon, Dampierre, Gravelines, le Blayais et Saint-Laurent; en outre les sites de Fessenheim et de Tricastin sont implantés à proximité d'un canal dont la ligne d'eau est supérieure à la cote de leur plate-forme". Et pourtant, personne n'envisage d'arrêter ces centrales...

Autre risque grave, l'incendie et, là encore, EDF est gravement à découvert. Ainsi, L'ASN a mené à Chinon une inspection "géante" du 7 au 11 mars 2005. Le compte rendu, daté du 19 mai 2005, est explicite : "Cette inspection de revue a été programmée par l'ASN à l'issue d'insuffisances constatées lors de trois inspections sur le thème de l'incendie réalisées au cours des douze derniers mois (...) Des efforts restent à fournir en termes de rigueur de gestion du risque incendie et d'identification des problèmes affectant le matériel (...) Comme sur la plupart des autres centrales nucléaires, les équipes locales d'intervention doivent améliorer leurs pratiques pour arriver au niveau d'exigence de l'Autorité de sûreté nucléaire, compte tenu des enjeux liés au risque incendie". Edifiant.

Ils se préparent au pire

Ceci dit, et contrairement à ce que l'on pourrait croire, si un désastre nucléaire se produit, les citoyens ordinaires en souffriront bien plus que l'industrie de l'atome. Celle-ci s'est soigneusement préparée au pire et a fait évoluer ses méthodes : il ne s'agira plus de tenter de cacher l'accident, mais d'en nier les véritables conséquences et d'imposer l'idée que, somme toute, les populations peuvent continuer à vivre tranquillement dans les zones contaminées. Pour arriver à de telles conclusions, le lobby nucléaire français, appuyé par le lobby de l'agriculture productiviste, a organisé la manipulation des données de la seule "expérience" réelle : Tchernobyl. Ainsi, plusieurs programmes (Ethos, Core, Sage, Farming) sont mis en œuvre depuis plusieurs années pour cacher les véritables conséquences de la catastrophe du 26 avril 1986, et pour en faire de même en cas de drame atomique en France.

Par ailleurs, le gouvernement a signé le 8 septembre 2003 le décret n° 2003-865, "portant création du comité interministériel aux crises nucléaires ou radiologiques", qui donne des pouvoirs exceptionnels au secrétaire général de la défense nationale, "en cas d'accident (...) ou d'attentat ou de menace d'attentat ayant ou pouvant avoir des conséquences nucléaires ou radiologiques". L'armée mettra hors d'état de "nuire" les citoyens qui voudraient informer la population de la réalité du danger...

Enfin, tout à été prévu pour assurer la protection des intérêts économiques, aux dépens de ceux des populations. Le 12 février 2004, les gouvernements des pays de l'OCDE ont révisé les Conventions de Paris et de Bruxelles sur les dédommagements en cas de catastrophe nucléaire. Le montant des compensations a certes été substantiellement augmenté, mais ce sont les valeurs industrielles et patrimoniales qui seront protégées, dédommées, remboursées. Et ce sera avec l'argent public, l'argent de tous les citoyens, y compris de celles et ceux qui seront victimes, contaminés, irradiés. Début avril 2006, dans la plus grande discrétion, les parlementaires français ont ratifié ces textes...

En résumé, il est légitime de craindre un nouveau Tchernobyl quelque part dans le monde, et tout particulièrement en France. Les autorités et les entreprises de l'atome semblent clairement s'y préparer : il est vrai qu'elles sont les mieux placées pour le voir arriver. Mais tout n'est pas perdu : de par le monde, des millions de citoyens exigent qu'une chance soit laissée à la planète et aux générations futures. Il apparaît de plus en plus évident qu'il faut à la fois faire disparaître le nucléaire et lutter contre le réchauffement climatique. Des solutions existent : développer à grande échelle les économies d'énergie - principalement dans les pays riches - et les énergies renouvelables, partout sur la planète. Utopique ? Au contraire, c'est le seul choix réaliste, la seule voie d'avenir. Avant un nouveau Tchernobyl. Vite.

Stéphane Lhomme

Porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire"



Un livre à lire absolument

Nous vous invitons à lire l'enquête exclusive menée pendant plusieurs années par Stéphane Lhomme: *L'insécurité nucléaire : bientôt un Tchernobyl en France ?* Ce livre passionnant de 250 pages (déjà un succès de librairie) est paru en avril 2006 aux Editions Yves Michel, peu de temps avant la garde à vue de son auteur (un simple hasard ?).

Commandez le livre aujourd'hui (l'exemplaire : 18 euros - port compris) à : Réseau "Sortir du nucléaire" 9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04. Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire".

Rencontre internationale antinucléaire d'été

En Dordogne, du 13 au 20 août 2006

Pour des échanges militants et interculturels dans un esprit de fête

Quelles sont les intentions d'une telle rencontre ?

- ▶ Se découvrir et se connaître un peu mieux en tant que militants de différents pays
- ▶ Activer et renforcer le lien entre nous
- ▶ Travailler ensemble sur diverses actions européennes, en cours ou en préparation (Pétition 1 million d'Européens exigent l'abandon du nucléaire, possible marche sur Bruxelles ?)

Dates : du 13 au 20 août 2006

Langues : en français et en anglais



Equipe de préparation :

Bue Alred, Christelle Lanoë, Christophe Elain et André Larivière (Événement créé et soutenu par le Réseau "Sortir du nucléaire").

Lieu : En Dordogne (sur la limite de département avec la Gironde).

Beau Champ est une petite communauté qui existe depuis 15 ans pour une recherche de la vie simple.

Il y a 8 hectares de forêts et de champs (parfait pour camping) à 40 km de Libourne et 60 km de Bordeaux. A 70 mètres au-dessus du niveau de la mer. A 6 km de la rivière Dordogne. Et presque à mi-chemin entre les centrales nucléaires du Blayais et de Golfech.

Inscrivez-vous auprès d'André Larivière
andre.lariviere@sortirdunucleaire.fr
04 71 76 36 40 / 06 76 69 54 98

Structures sur place :

- ▶ Au rez-de-chaussée, une grande cuisine + 2 grandes pièces qui peuvent servir autant de salle à manger que de lieu de réunion
- ▶ A l'étage, un grand dortoir avec à peu près 10 lits + d'autres chambres (inachevées mais habitables)
- ▶ 2 douches à l'intérieur et une autre solaire à l'extérieur
- ▶ 1 toilette sèche à l'intérieur et 2 à l'extérieur + la possibilité de 4 autres.

Contenu de cette rencontre :

- ▶ Jeux de présentation
- ▶ Présentation de la situation nucléaire (et antinucléaire) actuelle, pays par pays.
- ▶ Comment fonctionnent démocraties et associations dans divers pays.
- ▶ Réflexions sur les stratégies envisageables pour le mouvement anti-nucléaire français" plus spécifiquement pour les participants français à cette rencontre. L'équivalent pourra être organisé par les groupes d'autres pays. Et suivi d'une plénière pour partage de l'information.
- ▶ De quelques problèmes internationaux urgents pour nous tous :
 - Quel futur énergétique pour la planète ?
 - Développement et manque de ressources. Les renouvelables.
 - Prolifération des armes nucléaires.
- ▶ Comment arriver à bâtir plus de liens internationaux et à travailler plus ensemble par-delà les frontières ?
- ▶ Infos sur la pétition 1 Million d'Européens ; et action finale prévue...
- ▶ Réflexions sur une éventuelle marche en étoile (avec des branches démarrant de Paris, Amsterdam, Luxembourg...) vers Bruxelles en mars 07 pour les 50 ans d'EURATOM que l'on aimerait voir disparaître.
- ▶ Théorie et pratique de la non-violence active.
- ▶ Expressions culturelles diverses au travers des arts, de la cuisine...
- ▶ De nombreux jeux de groupe coopératifs sur des thèmes en lien avec notre rencontre.
- ▶ Spectacles improvisés et/ou préparés.
- ▶ Eventuelles interviews (radio et vidéo) réalisées par une participante.
- ▶ Formation d'un groupe préparant des scènes du théâtre de l'opprimé selon A. Boal ; et présentation aux autres.
- ▶ Observations, réflexions et analyses interculturelles.
- ▶ Découverte de la nature alentour avec des personnes-ressources.
- ▶ Possibilité d'une action sur un des sites nucléaires proches dans cette région.
- ▶ Propositions d'ateliers jour après jour par les participants.

Mentions légales :

Sortir du nucléaire n°31 - Juin 2006

Abonnement pour un an : 12 euros.

Directeur de publication : Patrice Bouveret

Rédacteur en chef : Philippe Brousse

Maquette : Sabine Li.

CPPAP : 0608 G 83296 - ISSN : 1276-342 X

Tirage : 16 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé (sauf couverture).

Retrouvez toute l'actualité sur : www.sortirdunucleaire.fr

La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Les "publicités" sont des échanges avec des partenaires triés sur le volet, sans aucune contrepartie financière.